

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗι 28 ΦΕΒΡΟΥΑΡΙΟΥ 1979	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 37

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 869

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν 'Αθήναις τὴν 18ην Μαρτίου 1977 ὑπογραφείσης Προξενικῆς Συμβάσεως μεταξὺ τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Ψηφισάμενοι ὁμοφώνως μετὰ τῆς Βουλῆς, ἀπεφασίσαμεν:

Ἄρθρον πρῶτον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ἐν 'Αθήναις τὴν 18ην Μαρτίου 1977 ὑπογραφεῖσα Προξενικὴ Σύμβασις μεταξὺ τῆς 'Ελληνικῆς Δημοκρατίας καὶ Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας, τῆς ὁποίας τὸ κείμενον ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν Γαλλικὴν καὶ 'Ελληνικὴν γλῶσσαν, ἔχει ὡς ἕπεται:

CONVENTION CONSULAIRE

Entre la République Hellénique et la République Populaire Hongroise

Le Président de la République Hellénique et le Conseil de Présidence de la République Populaire Hongroise animés du désir de renforcer les liens d'amitié entre les deux Etats et de régler et développer les relations consulaires entre les deux pays, ont résolu de conclure une Convention consulaire et ont désigné comme Plénipotentiaires à cet effet:

Le Président de la République Hellénique, S.E. M. Dimitri S. Bitsios Ministre des Affaires Etrangères et le Conseil de Présidence de la République Populaire Hongroise, S.E. M. Frigyes Puja, Ministre des Affaires Etrangères, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

TITRE I

Définitions.

Article 1

Aux fins de la présente Convention, les expressions suivantes s'entendent comme il est précisé ci-dessous:

1. Par «poste consulaire» on entend tout consulat général, consulat, vice-consulat ou agence consulaire.

2. Par «chef de poste consulaire» on entend le consul général, le consul, le vice-consul, ou l'agent consulaire qui dirige le consulat.

3. Par «fonctionnaire consulaire» on entend toute personne-y compris le chef de poste consulaire- qui a été autorisée à exercer des fonctions consulaires.

4. Par «employé consulaire» on entend toute personne qui n'est pas fonctionnaire consulaire et qui est employée dans les services administratifs ou techniques du poste consulaire. En outre par «employé consulaire» on entend aussi les membres du personnel auxiliaire du poste consulaire.

5. Par «membres du poste consulaire» on entend les fonctionnaires consulaires et les employés consulaires.

6. Par «circonscription consulaire» on entend le territoire attribué à un poste consulaire dans lequel le fonctionnaire consulaire exerce ses fonctions.

7. Par locaux consulaires» on entend les bâtiments ou des parties de bâtiments et du terrain attenant qui, quel qu'en soit le propriétaire, sont utilisés exclusivement aux fins du poste consulaire.

8. Par «archives consulaires» on entend tous les papiers, documents, correspondance, livres, films, rubans magnétiques et registres du poste consulaire, ainsi que le matériel des chiffres et des codes, les fichiers et les meubles destinés à les protéger et à les conserver.

9. Par «navire» ou «avion» on entend le navire qui a le droit de porter le pavillon de l'Etat d'envoi ou l'avion qui est enregistré dans cet Etat, à l'exception des bâtiments de guerre et des avions militaires.

TITRE II

Etablissement des postes consulaires.
Nomination des membres du poste consulaire

Article 2

1. Un poste consulaire ne peut être établi sur le territoire de l'Etat de résidence qu'avec le consentement de cet Etat.

2. Le siège du poste consulaire, sa classe et sa circonscription consulaire sont fixés par un accord mutuel entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence. Des modifications ultérieures ne peuvent y être apportées par l'Etat d'envoi qu'avec le consentement de l'Etat de résidence.

Article 3

1. Avant la nomination du chef de poste consulaire, l'Etat d'envoi sollicite par la voie diplomatique le consentement à la nomination de l'Etat de résidence.

2. Après avoir reçu le consentement, l'Etat d'envoi remet au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence la lettre de commission consulaire ou autre document relatif à la nomination du chef de poste consulaire. La lettre de commission consulaire ou autre document analogue, doit attester les nom et prénoms du chef de poste consulaire, sa nationalité, sa classe, la circonscription consulaire dans laquelle il exercera ses fonctions et le siège du poste consulaire.

3. Après présentation de la lettre de commission consulaire ou d'autre document relatif à la nomination du chef de poste consulaire, l'Etat de résidence délivrera aussi vite que possible l'exéquatur ou autre permis.

4. Le chef de poste consulaire ne peut prendre possession de son poste qu'après la délivrance de l'exéquatur ou autre permis de l'Etat de résidence.

5. L'Etat de résidence peut admettre provisoirement le chef de poste consulaire à l'exercice de ses fonctions avant la délivrance de l'exequatur ou d'autre permis.

6. Lors de l'octroi respectivement de l'exéquatur ou d'autre permis ou du consentement à l'exercice provisoire des fonctions consulaires, les autorités de l'Etat de résidence prendront les mesures nécessaires pour permettre au chef de poste consulaire l'exercice de ses fonctions.

Article 4

Le nom, le prénom, la nationalité, la classe et les fonctions du fonctionnaire consulaire qui n'est pas nommé en qualité de chef de poste consulaire seront notifiés par l'Etat d'envoi au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence.

Article 5

Seul un ressortissant de l'Etat d'envoi peut être fonctionnaire consulaire, à condition qu'il ne soit pas résident permanent dans l'Etat de résidence.

Article 6

L'Etat de résidence peut à tout moment et sans avoir à donner les motifs de sa décision, informer par la voie diplomatique l'Etat d'envoi qu'il révoque le consentement ou autres permis du chef de poste consulaire et qu'un autre membre du poste consulaire n'est pas acceptable. Au cas d'une telle notification, l'Etat d'envoi rappellera le chef de poste consulaire ou le membre du poste consulaire. Si l'Etat d'envoi n'exécute pas dans un délai raisonnable cette obligation, l'Etat de résidence peut refuser de reconnaître cette personne comme chef de poste consulaire ou comme membre du poste consulaire.

TITRE III

Facilités, privilèges et immunités.

Article 7

1. L' Etat de résidence accordera au poste consulaire toutes facilités pour l'accomplissement des fonctions consulaires et entreprendra les mesures nécessaires afin que les membres du poste consulaire puissent exercer leur activité officielle et bénéficier des privilèges et immunités prévus par la présente Convention.

2. L'Etat de résidence traitera les fonctionnaires consulaires avec le respect qui leur est dû et entreprendra toutes les mesures appropriées pour empêcher toute atteinte à leur personne, leur liberté et leur dignité.

Article 8

1. Dans le cas où pour une raison quelconque le chef de poste consulaire n'est pas en mesure d'exercer ses fonctions ou si son poste est provisoirement vacant, l'Etat d'envoi peutconfier la direction provisoire du poste consulaire respectivement à un fonctionnaire consulaire de ce poste ou d'un autre poste fonctionnant dans l'Etat de résidence ou à un membre de son personnel diplomatique de la mission diplomatique dans l'Etat de résidence. Les nom et prénoms de cette personne seront notifiés d' avance au Ministère des Affaires Etrangères de l'Etat de résidence.

2. Le gérant intérimaire du poste consulaire exerce les fonctions du chef de poste consulaire. Les mêmes obligations lui incombent et il jouit des mêmes privilèges et immunités comme s'il avait été nommé selon les dispositions de l'article 3 de la présente Convention.

3. Lorsqu'un membre du personnel diplomatique de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi dans l'Etat de résidence est nommé gérant intérimaire par l'Etat d' envoi dans les conditions prévues au paragraphe 1er du présent article ,il continue à jouir des privilèges et immunités diplomatiques.

Article 9

1. Les dispositions de la présente Convention relatives aux droits et obligations du fonctionnaire consulaire s' étendent aussi sur le membre du personnel diplomatique de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi qui a été chargé de fonctions consulaires dans l'Etat de résidence.

2. L'activité consulaire de la personne mentionnée au paragraphe (1) n'affecte pas ses privilèges et immunités diplomatiques.

Article 10

1. Conformément aux dispositions législatives de l' Etat de résidence, l'Etat d'envoi peut acquérir dans l' Etat de résidence en propriété ou à titre de bail, des lots de terrain, des immeubles et des parties d'immeubles aux fins de locaux pour le poste consulaire eyt de résidence pour les membres du poste consulaire.

2. En cas de besoin, l'Etat de résidence prêtera son assistance à l'Etat d'envoi pour acquérir en propriété ou à titre de bail les lots de terrain, immeubles ou parties d' immeubles nécessaires aux fins mentionnées au paragraphe I.

Article 11

1. L'écusson aux armes, ainsi que la dénomination du poste consulaire en la langue de l'Etat d'envoi et en celle de l'Etat de résidence, peuvent être placés sur l'immeuble qu'occupe ce poste.

2. Le pavillon national de l'Etat d'envoi peut être arboré sur le bâtiment du poste consulaire et sur la résidence du chef de poste consulaire.

3. Le chef de poste consulaire peut arborer sur ses moyens de transport le pavillon de l'Etat d'envoi.

4. Dans l'exercice des droits prévus aux paragraphes 2 et 3, il sera tenu compte des lois, règlements et usages de l'Etat de résidence.

Article 12

1. Les locaux consulaires sont inviolables.

2. Les autorités de l'Etat de résidence ne peuvent pas pénétrer dans les locaux consulaires sans autorisation du chef de poste consulaire, du chef de la mission diplomatique de l'Etat d'envoi ou des personnes désignées par eux.

3. Les dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article s'appliquent également à la résidence du chef de poste consulaire.

4. Les locaux consulaires ne seront pas utilisés d'une façon incompatible avec l'exercice des fonctions consulaires.

5. L'Etat de résidence prendra les mesures appropriées pour protéger les locaux du poste consulaire et la résidence du chef de poste consulaire.

Article 13

Les archives consulaires sont inviolables à tout moment et en quelque lieu qu'ils se trouvent. Des pièces non officielles ne doivent pas être gardées aux archives consulaires.

Article 14

1. L'Etat de résidence permet et protège la liberté de communication du poste consulaire pour toutes fins officielles. En communiquant avec le Gouvernement, les missions diplomatiques et les autres postes consulaires de l'Etat d'envoi, où qu'ils se trouvent, le poste consulaire peut employer tous les moyens de communication appropriés ainsi que les courriers diplomatiques ou consulaires et les messages en code ou en chiffre. Toutefois, la valise consulaire ne peut être utilisée que pour la communication du poste consulaire avec le Gouvernement, la mission diplomatique et les postes consulaires de l' Etat d'envoi dans l'Etat de résidence. Le poste consulaire ne peut installer et utiliser un poste émetteur de radio qu'avec le consentement de l'Etat de résidence.

2. La correspondance officielle du poste consulaire est inviolable.

3. La valise consulaire doit porter des signes extérieurs visibles de son caractère et ne peut contenir que la correspondance officielle ainsi que les documents et objets destinés à être utilisés pour les besoins de service.

4. La valise consulaire ne doit être ni ouverte ni retenue. Toutefois, si les autorités compétentes de l' Etat de résidence ont de sérieux motifs de croire que la valise consulaire contient d'autres objets que ceux mentionnés ci-dessus, elles peuvent demander que la valise soit renvoyée à son lieu d'origine.

5. Le courrier consulaire doit être muni d'un document officiel attestant son statut et définissant le nombre de colis constituant la valise consulaire. Ne peut être courrier consulaire que le ressortissant de l'Etat d'envoi ne résidant pas dans l'Etat de résidence. Pendant l'accomplissement de ses fonctions, le courrier consulaire se trouve sous la protection de l'Etat de résidence et bénéficier de l'inviolabilité personnelle ne pouvant être ni arrêté, ni détenu, ni voir sa liberté personnelle limitée sous quelque forme que ce soit.

6. La valise consulaire peut être confiée au commandant de bord d'un navire ou d'un aéronef. Le commandant sera muni d'un document officiel indiquant le nombre de colis qui constituent la valise consulaire; toutefois, il ne sera pas considéré comme courrier consulaire. Un membre du poste consulaire peut librement prendre en possession la valise consulaire directement des mains du commandant du navire ou de l'aéronef ou bien la lui remettre de la même façon.

Article 15

1. Le chef de poste consulaire jouit de l'immunité de la juridiction pénale de l'Etat de résidence. Il bénéficie

de l'inviolabilité personnelle et de ce fait ne peut être ni arrêté, ni détenu, ni privé de sa liberté sous quelque forme que ce soit.

2. Le chef de poste consulaire jouit également de l' immunité de la juridiction civile et administrative de l'Etat de résidence, sauf s'il s'agit:

a) d'une action réelle concernant un immeuble privé situé sur le territoire de l'Etat de résidence, à moins que le chef de poste consulaire ne le possède pour le compte de l'Etat d'envoi aux fins du poste;

b) d'une action concernant une succession, dans laquelle le chef de poste consulaire figure comme exécuteur testamentaire, administrateur, héritier ou légataire, à titre privé et non pas au nom de l'Etat d'envoi;

c) d'une action concernant une activité professionnelle ou commerciale, quelle qu'elle soit, exercée par le chef de poste consulaire dans l'Etat de résidence en dehors de ses fonctions officielles.

d) d'une action intentée par un tiers pour un dommage résultant d'un accident causé dans l'Etat de résidence par un véhicule, un navire ou un aéronef.

3. Aucune mesure d'exécution ne peut être prise à l' égard du chef de poste consulaire, sauf dans les cas prévus aux alinéas a, b, c et d du paragraphe (2) du présent article et pourvu que l'exécution puisse se faire sans qu' il soit porté atteinte à l'inviolabilité de sa personne ou de sa demeure.

4. Les fonctionnaires consulaires autres que le chef de poste consulaire et les employés consulaires ne sont pas justiciables des autorités judiciaires et administratives de l'Etat de résidence pour les actes accomplis dans l' exercice des fonctions consulaires.

5. Toutefois les dispositions du paragraphe (4) du présent article ne s'appliquent pas en cas d'action civile:

a) Résultant de la conclusion d'un contrat passé par un fonctionnaire consulaire autre que le chef de poste consulaire ou un employé consulaire qu'il n'a pas conclu expréssement ou implicitement en tant que mandataire de l'Etat d'envoi; ou

b) Intentée par un tiers pour un dommage résultant d'un accident causé dans l'Etat de résidence par un véhicule, un navire ou un aéronef.

6. Les fonctionnaires consulaires autres que le chef de poste consulaire et les employés consulaires ne peuvent être ni arrêtés, ni détenus, ni privés de leur liberté sous quelque forme que ce soit pour les actes accomplis en dehors de l'exercice de leurs fonctions que dans le cas d' une infraction intentionnelle grave punissable en vertu de la législation de l'Etat de résidence d'une peine privative de liberté dont le minimum est au moins de cinq ans ou d'une peine plus grave et sur la base d'une décision émanant d'une autorité judiciaire de cet Etat, compétente en matière pénale.

A l'exception de ces cas, ils ne peuvent être incarcérés ni soumis à aucune autre forme de limitation de leur liberté personnelle sauf en exécution d'un jugement définitif en matière pènale.

7. En cas de poursuite pénale ou d'arrestation , de détention ou de privation de liberté sous quelque forme que ce soit d'un membre du poste consulaire, les autorités compétentes de l'Etat de résidence sont tenues d'en informer sans délai le chef de poste consulaire.

8. Lorsqu'une procédure pénale est engagée contre un membre du poste consulaire, elle est conduite rapidement et de manière à gêner le moins possible l'exercice de ses fonctions dans le poste consulaire.

Article 16.

1. Les fonctionnaires et les employés consulaires peuvent être appelés à répondre comme témoins à la demande des autorités judiciaires ou administratives de l'Etat de résidence. Toutefois, aucune mesure de contrainte ou autre sanction ne pourra être prise à l'égard de ces personnes.

2. L'autorité qui requiert le témoignage doit éviter de gêner le fonctionnaire ou l'employé consulaire dans l'accomplissement de ses fonctions, ou de ses devoirs. Elle peut recueillir son témoignage à sa résidence ou au poste consulaire, ou accepter une déclaration écrite de sa part, toutes les fois que cela est possible.

3. Les membres d'un poste consulaire ne sont pas tenus de déposer sur des faits ayant à l'exercice de leurs fonctions et de produire la correspoadance et les documents officiels y relatifs. Ils ont également le droit de refuser de témoigner en tant qu'experts sur le droit national de l'Etat d'envoi.

Article 17

1. L'Etat d'envoi peut renoncer aux privilèges et immunités définis aux articles 15 et 16. Cette renonciation doit toujours être expresse et communiquée par écrit à l'Etat de résidence.

2. Si un fonctionnaire consulaire ou un employé consulaire engage une procédure au cas où il bénéficierait de l'immunité de juridiction, il n'est pas recevable à invoquer l'immunité de juridiction à l'égardde toute demande reconventionnelle, directement liée à la demande principale.

3. La renonciation à l'immunité de juridiction pour une action civile ou administrative n'est pas considérée comme renonciation à l'immunité quant aux mesures d'exécution du jugement. Pour ces mesures d'exécution, une renonciation distincte est nécessaire.

Article 18

Les membres du poste consulaire sont exempts du service au sein des forces armées et de tout autre service d'intérêt public dans l'Etat de résidence.

Article 19

Les membres du poste consulaire sont exempts de toutes obligations prescrites par la législation de l'Etat de résidence en matiere d'immatriculation et de séjour des étrangers.

Article 20

1. L'Etat d'envoi est exempt dans l'Etat de résidence de l'imposition et de la perception d'impôts et de taxes:

a) en ce qui concerne les terrains, immeubles et parties d'immeubles servant exclusivement à des fins consulaires, y compris la résidence du chef de poste consulaire, lesquels sont la propriété ou loués par l'Etat d' envoi ou la personne procédant en son nom;

b) les actes juridiques ou les documents ayant trait à de tels biens immeubles, au cas où l'Etat d'envoi les achète exclusivement pour des fins consulaires.

2. L'exemption fiscale prévue au paragraphe (1) du présent article ne s'applique pas aux impôts et taxes qui, d'après les lois et les réglements de l'Etat de résidence, sont à la charge de la personne qui a contracté avec l' Etat d'envoi.

3. Les dispositions du paragraphe (1) du présent article ne s'appliquent pas en matière de taxes perçues en rémunération de services rendus.

Article 21

L'Etat de résidence n'impose pas et ne perçoit pas d'impôts ou de taxes quels qu'ils soient sur les biens meubles étant à la propriété, possédés ou utilisés par l

Etat d'envoi à des fins consulaires ou sur l'acquisition de ceux-ci, que l'Etat d'envoi serait tenu de payer en vertu de la législation de l'Etat de résidence. Toutefois, cette exemption ne s'applique pas aux impôts et taxes qui sont inclus dans le prix des marchandises et des services.

Article 22

1. Les membres du poste consulaire sont exempts dans l'Etat de résidence des impôts et taxes que l'Etat de résidence impose sur les salaires reçus pour l'accomplissement d'obligations de service.

2. Les membres du poste consulaire sont exempts dans l'Etat de résidence de tous autres impôts et taxes imposés par l'Etat de résidence ou ses organes locaux, à l'exception :

a) des impôts indirects incorporés dans le prix des marchandises et des services;

b) des impôts et taxes sur les biens immeubles privés, situés sur le territoire de l'Etat de résidence, sous réserve des dispositions de l'article 20;

c) des impôts et taxes perçus par l'Etat de résidence sur les successions dans cet Etat et sur le transfert et l'acquisition du droit de propriété sur des biens;

d) des impôts et taxes sur les revenus privés qui ont leur source dans l'Etat de résidence;

e) des droits d'enregistrement, de greffe, d'hypothèque et de timbre sous réserve des dispositions de l'article 20;

f) des impôts et taxes perçus en rémunération de services rendus.

Article 23

1. Conformément à ses lois et règlements, l' Etat de résidence autorise l'entrée et la sortie et accorde l' exemption de tous droits de douane, taxes et autres redevances connexes, autres que frais d'entrepôt, de transport et frais afférents à des services analogues, pour:

a) les objets destinés à l'usage officiel du poste consulaire;

b) les objets destinés à l'usage personnel du fonctionnaire consulaire y compris les effets destinés à son établissement.

2. Les employés consulaires bénéficient des exemptions prévues à l'allinéa b) du paragraphe (1 du présent article en ce qui concerne les objets importés lors de leur première installation.

3. Dans leterme «objets» sont également compris les moyens de transport.

4. Les fonctionnaires consulaires et les membres de leur famille sont exemptés de l'inspection de leurs bagages personnels à moins qu'il n'existe des motifs sérieux de croire que ceux-ci contiennent des objets ne bénéficiant pas des exemptions mentionnées au paragraphe (1), al. b) du présent Article ou des objets dont l'importation ou l'exportation est interdite par la légistation ou soumise aux règlements de quarantaine de l'Etat de résidence. En pareil cas, l'inspection ne doit se faire qu'en présence du fonctionnaire consulaire, du membre de sa famille ou de leur représentant autorisé.

Article 24

Toutes les personnes qui bénéficient de privilèges et immunités en vertu de la présente Convention doivent observer, sans préjudice de leurs privilèges et immunités, les lois et règlements de l'Etat de résidence, y compris les règles concernant la circulation routière et les prescriptions relatives à l'assurance obligatoire des voitures.

Article 25

Sous réserve de ses lois et règlements concernant les zones dans lesquelles, pour des raisons de sécurité de l'Etat, l'entrée est interdite ou réglementée, l'Etat de résidence assure à tous les membres du poste consulaire la liberté de circuler et de voyager sur son territoire.

Article 26

Les employés consulaires, qui sont ressortissants de l'Etat de résidence ou résidents permanents dans cet Etat, ne bénéficient pas des privilèges et immunités définis par la présente Convention, sous réserve du paragraphe (3) de l'article 16.

Article 27

Les membres de la famille des fonctionnaires consulaires et des employés consulaires vivant dans le même foyer qu'eux bénéficient des privilèges prévus aux articles 15, paragraphe (7), 16 paragraphe (3), 18, 19, 22, 23 paragraphe (1) alinéa b) et paragraphe (2), et 25 de la présente Convention, à condition qu'ils ne soient pas ressortissants de l'Etat de résidence ou ne résident pas en permanence dans cet Etat.

TITRE IV

Fonctions consulaires

Article 28

1. Le fonctionnaire consulaire exerce les fonctions énumérées dans le présent Titre dans sa circonscription consulaire. Il peut, en outre, exercer d'autres fonctions également, si celles-ci ne sont pas contraires aux lois et réglements de l'Etat de résidence.

2. Au cours de l'accomplissement de ses fonctions, le fonctionnaire consulaire peut s'adresser en personne ou par écrit aux autorités compétentes de la circonscription consulaire.

3. Le fonctionnaire consulaire peut, avec le consentement de l'Etat de résidence, exercer des fonctions consulaires en dehors de sa circonscription consulaire.

4. Le fonctionnaire consulaire est en droit de percevoir pour les actes consulaires des droits ettaxes conformément aux dispositions législatives de l' Etat de ré sidence. Les sommes ainsi perçues sont exemptés de tous impôts et taxes dans l'Etat de résidence.

Article 29

Le fonctionnaire consulaire est habilité à:

a) protéger les droits et les intérêts de l'Etat d'envoi ainsi que ceux des ses ressortissants, y compris les personnes morales;

b) contribuer au développement des relations commerciales, économiques, maritimes, touristiques, culturelles et scientifiques entre l'Etat d'envoi et l'Etat de résidence, de manière à promovoir dans ces domaines également la coopération entre ces Etats.

Article 30

1. Le fonctionnaire consulaire est habilité à:

a) tenir un registre des ressortissants de l'Etat d'envoi;

b) dresser selon les lois et réglements de l'Etat d'envoi toutes les déclarations nécessaires, notamment en ce qui concerne les questions de nationalité;

c) être informé de la naissance et du décès des ressortissants de l'Etat d'envoi et à les immatriculer;

d) dresser des déclarations sur la situation de famille des ressortissants de l'Etat d'envoi selon les lois et réglements de cet Etat.

2. Conformément à l'alinéa c) du paragraphe (1), le fonctionnaire consulaire informera les autorités compétentes de l'Etat de résidence sur les immatriculations effectuées au poste consulaire, pour autant que les lois et réglements de l'Etat de résidence l'exigent.

3. La disposition de l'alinéa c) du paragraphe (1) ne dispense pas les personnes intéressées de leurs obligations prévues par la législation de l'Etat de résidence.

Article 31

Le fonctionnaire consulaire a le droit de:

a) établir et renouveler aux ressortissants de l'Etat d' envoi des passeports, y introduire les modifications nécessaires et annuler les passeports:

b) délivrer des titres de voyage autorisant l'entrée dans l'Etat d'envoi et y introduire les modifications nécessaires;

c) délivrer des visas autorisant l'entrée, la sortie et le transit.

Article 32

Les autorités compétentes de l'Etat de résidence informeront sans retard le fonctionnaire consulaire de tous les accidents de la circulation survenus aux ressortissants de l'Etat d'envoi.

Article 33

Le fonctionnaire consulaire est en droit d'effectuer les actes suivants:

a) recevoir, dresser par écrit ou légaliser les déclarations des ressortissants de l'Etat d'envoi;

b) dresser par écrit ou légaliser et garder les testaments des ressortissants de l'Etat d'envoi;

c) dresser par écrit ou légaliser les actes juridiques conclus entre des ressortissants de l'Etat d'envoi et les actes juridiques unilatéraux de ces ressortissants pour autant que ceux-ci ne s'opposent pas aux lois et réglements de l'Etat de résidence. Le fonctionnaire consulaire ne peut pas dresser par écrit et ne peut pas légaliser un acte juridique visant l'établissement ou le transfert d'un droit relatif à un immeuble dans l'Etat de résidence;

d) dresser par écrit ou légaliser les actes juridiques conclus entre des ressortissants de l'Etat d'envoi et de l' Etat de résidence lorsque ceux-ci ont trait exclusivement à des intérêts existant dans le territoire de l'Etat d'envoi ou sont à exécuter sur le territoire de cet Etat, sous réserve qu'ils ne s'opposent pas aux lois et réglements de l'Etat de résidence;

e) légaliser des pièces émanant des autorités de l'Etat d'envoi ou de l'Etat de résidence, ainsi que les copies, extraits et traduction de ces pièces;

f) légaliser la signature apposée sur n'importe quel document par les ressortissants de l'Etat d'envoi si le contenu de celui-ci ne s'oppose pas aux lois et réglements de l'Etat de résidence;

g) recevoir en dépôt des ressortissants de l'Etat d'envoi ou à l'intention de ceux-ci des éléments de patrimoine et des documents pourvu que cela soit admis par les lois et réglements de l'Etat de résidence;

h) traduire les documents et en certifier la traduction conforme;

i) délivrer des certificats d'origine pour les marchandises;

j) faire tout autre acte rentrant dans ses fonctions pour autant que les lois et réglements de l'Etat de résidence ne s'y opposent pas.

Article 34

Les documents établis, légalisés ou traduits par le fonctionnaire consulaire conformément à l'article 33, ont la même valeur juridique et la même force probante que s'ils étaient faits, légalisés ou traduits par les autorités ou institutions compétentes de l'Etat de résidence.

Article 35

En cas de besoin, le fonctionnaire consulaire peut présenter une proposition au tribunal ou à une autre autorité compétente de l'Etat de résidence sur la personne d'un tuteur ou d'un curateur pour un ressortissant de l' Etat d'envoi ou pour la sauvegarde des biens restés sans surveillance d'un tel ressortissant.

Article 36

1. En cas de décès dans l'Etat de résidence d'un ressortissant de l'Etat d'envoi, l'autorité compétente en avisera sans retatrd le fonctionnaire cosulaire de l'Etat d'envoi et lui fera parvenir sans frais l'acte de décès ou tout autre document attestant le décès.

2. Au cas où l'autorité de l'Etat de résidence vient d' apprendre l'existence dans cet Etat d'une succession laissée par une personne de n'importe quelle nationalité dont est bénéficiaire un ressortissant de l'Etat d'envoi, l'autorité précitée en avisera sans retard le fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi.

3. Dans l'intérêt de sauvegarder la succession mentionnée au paragraphe (2), l'autorité de l'Etat de résidence prendra les mesures nécessaires conformes aux lois et réglements de cet Etat pour la sauvegarde des biens successoraux, enverra la copie du testament - s'il y ena un - au fonctionnaire consulaire et l'informera sur les héritiers, et les données ayant trait à l'état et à la valeur de la succession et lui fera savoir respectivement la date de l'ouverture de la succesion et le stade où se trouve la procédure.

4. Le fonctionnaire consulaire pourra prêter son concours aux autorités compétentes de l'Etat de résidence pour la sauvegarde de la succession mentionnée au paragraphe (2), et notamment:

a) prendre des mesures permettant de prévenir les préjudices, y compris aussi la vente des biens meubles;

b) désigner un curateur à la succession et régler toutes autres questions relatives à la conservation de la succession.

5. Au cas où un ressortissant de l'Etat d'envoi est intéressé à une succession ouverte sur le territoire de l'Etat de résidence, et qui ne réside pas dans cet Etat et n'y est pas représenté, le fonctionnaire consulaire a le droit de le représenter directement ou par la voie de son mandataire devant les tribunaux ou autres autorités de l' Etat de résidence.

6. Si après l'accomplissement des formalités relatives à la succession sur le territoire de l'Etat de résidence, les meubles de la succession ou le produit de la vente des meubles et immeubles échoient à un héritier ou légataire qui est ressortissant de l'Etat d'envoi, ne résidant pas dans le territoire de l'Etat de résidence et qui n'a pas désigné son mandataire, lesdits biens ou le produit de leur vente seront remis au poste consulaire de l'Etat d'envoi à condition:

a) que soit prouvée la qualité de l'héritier ou de légataire;

b) que les organes compétents aient, s'il y a lieu, autorisé la remise des biens successoraux ou du produit de leur vente;

c) que toutes les dettes héréditaires, déclarées dans le délai prescrit par la législation de l'Etat de résidence, aient été payées ou garanties;

d) que les droits de succession aient été payés ou garantis.

Article 37

1. Au cas où un ressortissant de l'Etat d'envoi qui n' a pas de domicile dans l'Etat de résidence, vient de décéder pendant son séjour sur le territoire de cet Etat, ses biens meubles seront remis sans aucune procédure particulière au fonctionnaire consulaire de l'Etat d' envoi, à condition que les prétentions des creanciers du défunt dans l'Etat de résidence aient été satisfaites ou garanties.

2. Le fonctionnaire consulaire est en droit d'expoter sous réserve des lois et règlements de l'Etat de résidence, la succession mentionnée au paragraphe (1) du présent article et au paragraphe (6) de l'article 36.

Article 38

Le fonctionnaire consulaire est en droit de représenter devant les tribunaux de l'Etat de résidence les ressortissants de l'Etat d'envoi, lorsqu'en raison de leur absence ou pour toute autre cause, ils ne peuvent défendre en temps utile leurs droits et intérêts. Cette représentation cesse lorsque la personne représentée désigne un mandataire ou assure elle-même la sauvegarde de ses droits et intérêts.

Article 39

1. Le fonctionnaire consulaire a le droit de communiquer et s'entretenir avec les ressortissants de l'Etat d' envoi, les conseiller et leur prêter, en cas de besoin, toute assistance, y compris une assistance juridique. L'Etat de résidence n'entravera d'aucune façon le droit des ressortissants de l'Etat d'envoi de communiquer avec le poste consulaire ou de s'y rendre.

2. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence aviseront sans retard et au plus tard dans trois jours le fonctionnaire consulaire de l'Etat d'envoi sur l'arrestation ou n'importe quelle limitation de la liberté personnelle d'un ressortissant de l'Etat d'envoi.

3. Le fonctionnaire consulaire est habilité à visiter sans retard et au plus tard dans quatre jours à partir de l'arrestation et à prendre contact avec un ressortissant de l'Etat d'envoi arrêté ou soumis à toute autre forme de limitation de sa liberté personnelle en vue d'assurer sa défense en justice.

4. Le fonctionnaire consulaire peut par intervalles raisonnables se rendre auprès et communiquer avec un ressortissant de l'Etat d'envoi arrêté ou soumis à toute autre forme de limitation de liberté personnelle ou purgeant une peine privative de liberté.

5. Les droits visés aux paragraphes (3) et (4) ne peuvent s'exercer que dans le cadre des lois et règlements de l'Etat de résidence, étant entendu, toutefois, que lesdits lois et règlements ne peuvent rendre ces droits inopérants.

Article 40

1. Le fonctionnaire consulaire a le droit de prêter toute assistance aux navires de l'Etat d'envoi dans les ports, la mer territoriale et les eaux intérieures de l'Etat de résidence.

2. Le fonctionnaire consulaire peut se rendre à bord des navires de l'Etat d'envoi. Le capitaine et les membres de l'équipage du navire peuvent contacter le fonctionnaire consulaire aussitôt que le navire est admis à la libre pratique.

3. Le fonctionnaire consulaire peut solliciter l'assistance des autorités de l'Etat de résidence dans toute affaire liée à ses fonctions ayant trait aux navires de l' Etat d'envoi, au capitaine et à l'équipage.

Article 41

Le fonctionnaire consulaire est habilité à:

a) examiner tout incident survenu à bord du navire de l' Etat d'envoi pendant son voyage ou dans le port, entendre le capitaine et les membres de l'équipage, viser les papiers de bord, recevoir des informations sur l'itinéraire et la destination du navire, ainsi que faciliter l' entrée au port du navire, son séjour au port et sa sortie du port, sans pour autant porter atteinte aux droits des autorités de l'Etat de résidence;

b) régler toute contestation entre le capitaine et les membres de l'équipage, y compris les différends ayant trait aux salaires et au contrat d'emploi pour autant que les lois et règlements de l'Etat d'envoi le permettent et que cela ne porte pas atteinte aux droits des autorités de l'Etat de résidence;

c) prendre des mesures permettant l'hospitalisation et le rapatriement du capitaine et des membres de l'équipage;

d) recevoir, établir ou légaliser conformément à la législation de l'Etat d'envoi tout document ou déclaration ayant trait aux navires.

Article 42

1. Si un tribunal ou une autorité compétente de l'Etat de résidence a l'intention de prendre des mesures coercitives à bord d'un navire de l'Etat d'envoi ou désire entreprendre une enquête, les autorités compétentes de l' Etat de résidence en aviseront le fonctionnaire consulaire. L'avis doit lui parvenir avant la prise d'une telle mesure pour que le fonctionnaire consulaire ou son représentant puisse assister à l'exécution de celle-ci. Si le fonctionnaire consulaire ou son représentant n'a pas été présent, les autorités compétentes de l'Etat de résidence lui fourniront sur sa demande des renseignements détaillés.

2. Les dispositions du paragraphe (1) sont également applicables au cas où le capitaine ou un membre de l'équipage est intérrogé à terre.

3. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas au contrôle régulier en matière de douane, de passeport et de santé publique ainsi qu'aux actes accomplis sur demande ou avec le consentement du capitaine du navire.

Article 43

1. Les autorités compétentes de l'Etat de résidence aviseront dans les plus brefs délais le fonctionnaire consulaire lorsqu'un navire de l'Etat d'envoi fait naufrage, échoue ou subit une avarie dans l'Etat de résidence et lorsqu'un bien, propriété d'un ressortissant de l'Etat d' envoi - y compris aussi les parties de la cargaison d'un navire avarié d'un Etat tiers-est trouvé sur la rive ou à proximité de la rive de l'Etat de résidence ou lorsqu'il est débarqué dans le port de cet Etat. De même, les autorités compétentes de l'Etat de résidence aviseront le fonctionnaire consulaire des mesures déjà prises pour sauver les vies humaines, le navire, la cargaison du navire et autres biens se trouvant à bord du navire ou ceux appartenant au navire ou à sa cargaison mais éjectés du navire.

2. Le fonctionnaire consulaire peut prêter toute assistance aux navires mentionnés au paragraphe (1), à

leurs passagers et aux membres de l'équipage; à cet effet, il peut demander l'assistance des autorités compétentes de l'Etat de résidence. Le fonctionnaire consulaire peut prendre les mesures mentionnées au paragraphe (1) et faire le nécessaire pour la réparation du navire ou s'adresser aux autorités compétentes en leur demandant d'adopter de telles mesures.

3. Si un navire avarié de l'Etat d'envoi ou un bien appartenant au navire sont trouvés sur la rive ou à proximité de la rive de l'Etat de résidence et parviennent au port de l'Etat de résidence et ni le capitaine du navire, ni son propriétaire ou l'agent de ce dernier, ni l'assureur du navire ne sont pas à même de prendre les mesures nécessaires pour la sauvegarde du navire ou du bien en question ou d'en disposer, le fonctionnaire consulaire sera considéré comme autorisé à prendre les mesures nécessaires que le propriétaire du navire prendrait lui-même à cet effet. Les dispositions du présent paragraphe sont applicables aux biens qui font partie de la cargaison du navire et sont propriété d'une personne physique ou morale de l'Etat d'envoi.

4. Si l'on trouve un objet quelconque sur la rive, à proximité de la rive ou dans le port de l'Etat de résidence, qui appartient à la cargaison d'un navire avarié d'un Etat tiers mais est propriété d'une personne physique ou morale de l'Etat d'envoi - à condition que ni le capitaine du navire, ni le propriétaire de l'objet ou son agent, ni les assureurs intéressés ne sont pas en mesure de pourvoir à la sauvegarde d'un tel objet ou d'en disposer - le fonctionnaire consulaire sera considéré comme autorisé à prendre au nom du propriétaire les mesures que ce dernier prendrait lui-même à cet effet.

Article 44.

Les dispositions des articles 40-43 s'appliquent également aux avions de l'Etat d'envoi dans la mesure où elles sont susceptibles d'être appliquées.

TITRE V
Dispositions
Finales

Article 45

1. La présente Convention sera ratifiée et entrera en vigueur le trentième jour suivant la date de l'échange des instruments de ratification. Les instruments de ratification seront échangés aussitôt que possible à Budapest.

2. La présente Convention restera en vigueur pour une période additionnelle de 6 mois à partir du jour où l'une des Parties contractantes aura informé l'autre Partie contractante par écrit de son intention de dénoncer la Convention.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Parties contractantes ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Athènes, le 18 mars 1977, en double exemplaire, rédigé en langue hellénique, hongroise et française, les rois textes faisant également foi. En cas de divergence, e texte français prévaudra.

Pour le Président de la République Hellénique	Pour le Conseil de Presidence de la République Populaire Hongroise
DIMITRI S. BITSIOS Ministre des Affaires Etrangères	FRIGYES PUJA Ministre des Affaires Etrangères

ΠΡΟΞΕΝΙΚΗ ΣΥΜΒΑΣΙΣ

μεταξὺ τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας καὶ τὸ Συμβούλιον Προεδρίας τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας ὠθούμενοι ἀπὸ τὴν ἐπιθυμίαν νὰ ἐνδυναμώσουν τὰς φιλικὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν δύο κρατῶν καὶ νὰ διακανονίσουν καὶ ἀναπτύξουν τὰς προξενικὰς σχέσεις μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν, ἀποφάσισαν νὰ συνάψουν μίαν Προξενικὴν Σύμβασιν καὶ ὑπέδειξαν ὡς πληρεξουσίους πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν :

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας, τὴν Α.Ε. τὸν κ. Δημήτριον Σ. Μπίτσιον, Ὑπουργὸν Ἐξωτερικῶν, καὶ Τὸ Συμβούλιον Προεδρίας τῆς Οὐγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας, τὴν Α.Ε. τὸν κ. Frigyes Puja, Ὑπουργὸν Ἐξωτερικῶν, οἱ ὁποῖοι, ἀφοῦ ἀντήλλαξαν τὰ ἀντίστοιχα πληρεξούσια ἔγγραφά των, εὑρεθέντα ὡς καλῶς ἔχοντα, συνεφώνησαν ἐπὶ τῶν ἀκολούθων διατάξεων :

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ Ι.

Ὁρισμοί.

Ἄρθρον 1.

Διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς παρούσης Συμβάσεως, οἱ ἀκόλουθοι ὅροι νοοῦνται ὡς καθορίζονται κατωτέρω :

1. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὴ ἀρχὴ» νοεῖται πᾶν γενικὸν προξενεῖον, προξενεῖον, ὑποπροξενεῖον ἢ προξενικὸν πρακτορεῖον.

2. Διὰ τοῦ ὅρου «ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς» νοεῖται ὁ γενικὸς πρόξενος, ὁ πρόξενος, ὁ ὑποπρόξενος ἢ ὁ προξενικὸς πράκτωρ ὁ ὁποῖος διευθύνει τὸ προξενεῖον.

3. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὸς λειτουργὸς» νοεῖται πᾶν πρόσωπον — συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς — τὸ ὁποῖον εἶναι ἐξουσιοδοτημένον διὰ τὴν ἄσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

4. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὸς ὑπάλληλος» νοεῖται πᾶν πρόσωπον τὸ ὁποῖον δὲν εἶναι προξενικὸς λειτουργὸς καὶ τὸ ὁποῖον χρησιμοποιεῖται εἰς τὰς διοικητικὰς ἢ τεχνικὰς ὑπηρεσίας τῆς προξενικῆς ἀρχῆς. Ἐξ ἑτέρου, διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὸς ὑπάλληλος» νοοῦνται ἐπίσης τὰ μέλη τοῦ βοηθητικοῦ προσωπικοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

5. Διὰ τοῦ ὅρου «μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς» νοοῦνται οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ καὶ οἱ προξενικοὶ ὑπάλληλοι.

6. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὴ περιφέρεια» νοεῖται ἡ ὑπαγομένη εἰς τὴν δικαιοδοσίαν μιᾶς προξενικῆς ἀρχῆς περιοχὴ ἐντὸς τῆς ὁποίας ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἀσκεῖ τὰ καθήκοντά του.

7. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικοὶ χῶροι» νοοῦνται τὰ κτίρια ἢ τμήματα τῶν κτιρίων καὶ τοῦ συνεχομένου οἰκοπέδου τὰ ὁποῖα, οἱοσδήποτε καὶ ἂν εἶναι ὁ κύριος αὐτῶν, χρησιμοποιοῦνται ἀποκλειστικῶς διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

8. Διὰ τοῦ ὅρου «προξενικὰ ἀρχεῖα» νοοῦνται ἅπαντα τὰ χαρτιά, ἔγγραφα, ἀλληλογραφία, βιβλία, ταινίαι, μαγνητικαὶ ταινίαι καὶ πρωτόκολλα τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, ὡς καὶ τὸ ὑλικὸν κωδικοποιήσεως καὶ κρυπτογραφήσεως, αἱ καρτελλοθῆκαι καὶ τὰ ἔπιπλα, τὰ ὁποῖα προορίζονται διὰ τὴν προστασίαν καὶ τὴν διατήρησίν των.

9. Διὰ τοῦ ὅρου «πλοῖον» ἢ «ἀεροσκάφος» νοεῖται τὸ πλοῖον τὸ ὁποῖον δικαιοῦται νὰ φέρη τὴν σημαίαν τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ τὸ ἀεροσκάφος τὸ ὁποῖον εἶναι ἐγγεγραμμένον εἰς τὸ κράτος τοῦτο, μὲ τὴν ἐξαίρεσιν τῶν πολεμικῶν σκαφῶν καὶ τῶν στρατιωτικῶν ἀεροσκαφῶν.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ II.

Ἐγκαθίδρυσις τῶν προξενικῶν ἀρχῶν. Διορισμὸς τῶν μελῶν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

Ἄρθρον 2.

1. Μία προξενικὴ ἀρχὴ δὲν δύναται νὰ ἐγκαθιδρυθῇ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ κράτους διαμονῆς παρὰ μόνον μὲ τὴν συναίνεσιν τοῦ κράτους τούτου.

2. Ἡ ἕδρα τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, ἡ τάξις της καὶ ἡ προξενική της περιφέρεια καθορίζονται δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας μεταξὺ τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ τοῦ κράτους διαμονῆς. Μεταγενέστεραι τροποποιήσεις δὲν δύνανται νὰ ἐπέλθουν ὑπὸ τοῦ κράτους ἀποστολῆς παρὰ μόνον μὲ τὴν συναίνεσιν τοῦ κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρον 3.

1. Πρὸ τοῦ διορισμοῦ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, τὸ κράτος ἀποστολῆς ζητεῖ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ τὴν συναίνεσιν τοῦ κράτους διαμονῆς διὰ τὸν ἐν λόγῳ διορισμόν.

2. Μετὰ τὴν λῆψιν τῆς συναινέσεως, τὸ κράτος ἀποστολῆς ἐπιδίδει πρὸς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τοῦ κράτους διαμονῆς τὸ προξενικὸν δίπλωμα ἢ ἕτερον ἔγγραφον σχετικὸν πρὸς τὸν διορισμὸν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς. Τὸ προξενικὸν δίπλωμα ἢ ἕτερον ἀνάλογον ἔγγραφον πρέπει νὰ ἀναγράφῃ τὸ ἐπώνυμον καὶ τὸ ὄνομα τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, τὴν ἐθνικότητά του, τὴν τάξιν του, τὴν προξενικὴν περιφέρειαν ἐντὸς τῆς ὁποίας θὰ ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του καὶ τὴν ἕδραν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

3. Μετὰ τὴν ἐπίδοσιν τοῦ προξενικοῦ διπλώματος ἢ ἑτέρου ἐγγράφου σχετικοῦ πρὸς τὸν διορισμὸν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, τὸ κράτος διαμονῆς ἐκδίδει τὸ ταχύτερον δυνατὸν τὸ ἐκτελεστήριον ἔγγραφον ἢ ἑτέραν σχετικὴν ἄδειαν.

4. Ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς δὲν δύναται νὰ ἀναλάβῃ τὰ καθήκοντά του παρὰ μόνον μετὰ τὴν χορήγησιν τοῦ ἐκτελεστηρίου ἐγγράφου ἢ ἑτέρας ἀδείας ὑπὸ τοῦ κράτους διαμονῆς.

5. Τὸ κράτος διαμονῆς δύναται νὰ ἀποδεχθῇ προσωρινῶς τὴν ἄσκησιν καθηκόντων ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς πρὸ τῆς ἐκδόσεως τοῦ ἐκτελεστηρίου ἐγγράφου ἢ ἑτέρας ἀδείας.

6. Κατὰ τὴν χορήγησιν ἀντιστοίχως τοῦ ἐκτελεστηρίου ἐγγράφου ἢ ἑτέρας ἀδείας ἢ τῆς συναινέσεως διὰ τὴν προσωρινὴν ἄσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων, αἱ ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς λαμβάνουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὥστε νὰ δύναται ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς νὰ ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του.

Ἄρθρον 4.

Τὸ ἐπώνυμον, τὸ ὄνομα, ἡ ἐθνικότης, ἡ τάξις καὶ τὰ καθήκοντα τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ ὁ ὁποῖος δὲν διορίζεται ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς θὰ γνωστοποιοῦνται ὑπὸ τοῦ κράτους ἀποστολῆς πρὸς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τοῦ κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρον 5.

Μόνον ὑπήκοος τοῦ κράτους ἀποστολῆς δύναται νὰ διορισθῇ προξενικὸς λειτουργός, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι δὲν θὰ εἶναι μόνιμος κάτοικος τοῦ κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρον 6.

Τὸ κράτος διαμονῆς δύναται, ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν καὶ χωρὶς νὰ ὀφείλῃ τὴν αἰτιολόγησιν τῆς ἀποφάσεώς του, νὰ γνωρίσῃ διὰ τῆς διπλωματικῆς ὁδοῦ πρὸς τὸ κράτος ἀποστολῆς ὅτι ἀνακαλεῖ τὴν συναίνεσιν ἢ ἑτέραν ἄδειαν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς καὶ ὅτι ἕτερον μέλος τῆς προξενικῆς ἀρχῆς δὲν εἶναι ἀποδεκτόν. Εἰς περίπτωσιν τοιαύτης γνωστοποιήσεως, τὸ κράτος ἀποστολῆς θὰ ἀνακαλέσῃ τὸν ἀρχηγὸν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἢ τὸ μέλος τῆς προξενικῆς ἀρχῆς. Ἐὰν τὸ κράτος ἀποστολῆς δὲν ἐκτελέσῃ ἐντὸς εὐλόγου προθεσμίας τὴν ὑποχρέωσιν ταύτην, τὸ κράτος διαμονῆς δύναται νὰ ἀρνηθῇ τὴν ἀναγνώρισιν εἰς τὸ ἐν λόγῳ πρόσωπον τῆς ἰδιότητος τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἢ τοῦ μέλους τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ III.

Διευκολύνσεις, προνόμια καὶ ἀσυλίαι.

Ἄρθρον 7.

1. Τὸ κράτος διαμονῆς παρέχει εἰς τὴν προξενικὴν ἀρχὴν ὅλας τὰς διευκολύνσεις διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων καὶ λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὥστε τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς νὰ δύνανται νὰ ἐνασκοῦν τὰς ἐπισήμους πράξεις των καὶ νὰ ἀπολαύουν τῶν προβλεπομένων ὑπὸ τῆς παρούσης συμβάσεως προνομίων καὶ ἀσυλιῶν.

2. Τὸ κράτος διαμονῆς μεταχειρίζεται τοὺς προξενικοὺς λειτουργοὺς μετὰ τοῦ προσήκοντος πρὸς αὐτοὺς σεβασμοῦ καὶ λαμβάνει ὅλα τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν παρεμπόδισιν πάσης προσβολῆς κατὰ τοῦ προσώπου των, τῆς ἐλευθερίας των καὶ τῆς ἀξιοπρέπειάς των.

Ἄρθρον 8.

1. Εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν δι' οἱανδήποτε αἰτίαν ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς κωλύεται νὰ ἀσκήσῃ τὰ καθήκοντά του ἢ ἐὰν ἡ προξενικὴ ἀρχή του εἶναι προσωρινῶς κενή, τὸ κράτος ἀποστολῆς δύναται νὰ ἀναθέσῃ τὴν προσωρινὴν διεύθυνσιν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἀντιστοίχως εἰς ἕνα προξενικὸν λειτουργὸν τῆς ἀρχῆς αὐτῆς ἢ μιᾶς ἑτέρας ἀρχῆς λειτουργούσης ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς ἢ εἰς ἓν μέλος τοῦ διπλωματικοῦ του προσωπικοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς. Τὸ ἐπώνυμον καὶ τὸ ὄνομα τοῦ προσώπου τούτου θὰ γνωστοποιοῦνται ἐκ τῶν προτέρων εἰς τὸ Ὑπουργεῖον Ἐξωτερικῶν τοῦ κράτους διαμονῆς.

2. Ὁ προσωρινῶς διευθύνων τὴν προξενικὴν ἀρχὴν ἀσκεῖ τὰ καθήκοντα τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς. Οὗτος ὑπέχει τὰς αὐτὰς ὑποχρεώσεις καὶ ἀπολαύει τῶν αὐτῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν, ὡς ἐὰν εἶχε διορισθῇ συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 3 τῆς παρούσης συμβάσεως.

3. Ὁσάκις ἓν μέλος τοῦ διπλωματικοῦ προσωπικοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς διορίζεται ὡς προσωρινῶς διευθύνων ὑπὸ τοῦ κράτους ἀποστολῆς, συμφώνως πρὸς τοὺς προβλεπομένους εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου ὅρους, συνεχίζει νὰ ἀπολαύῃ τῶν διπλωματικῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν.

Ἄρθρον 9.

1. Αἱ σχετικαὶ πρὸς τὰ δικαιώματα καὶ τὰς ὑποχρεώσεις τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐπεκτείνονται ὡσαύτως ἐπὶ τοῦ μέλους τοῦ διπλωματικοῦ προσωπικοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τοῦ κράτους ἀποστολῆς τὸ ὁποῖον ἐπεφορτίσθη μὲ προξενικὰ καθήκοντα ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς.

2. Ἡ προξενικὴ δραστηριότης τοῦ ἀναφερομένου εἰς τὴν παράγραφον 1 προσώπου δὲν θίγει τὰ διπλωματικὰ προνόμια καὶ ἀσυλίας τούτου.

Ἄρθρον 10.

1. Συμφώνως πρὸς τὰς νομοθετικὰς διατάξεις τοῦ κράτους διαμονῆς, τὸ κράτος ἀποστολῆς δύναται νὰ ἀποκτήσῃ ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς κατὰ κυριότητα ἢ ἐπὶ μισθώσει οἰκόπεδα, ἀκίνητα καὶ τμήματα ἀκινήτων πρὸς τὸν σκοπὸν ἐξευρέσεως χώρων διὰ τὴν προξενικὴν ἀρχὴν καὶ διὰ κατοικίας τῶν μελῶν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

2. Εἰς περίπτωσιν ἀνάγκης, τὸ κράτος διαμονῆς θὰ παρέχῃ τὴν βοήθειάν του εἰς τὸ κράτος ἀποστολῆς διὰ νὰ ἀποκτήσῃ κατὰ κυριότητα ἢ ἐπὶ μισθώσει οἰκόπεδα, ἀκίνητα ἢ τμήματα ἀκινήτων τὰ ὁποῖα εἶναι ἀναγκαῖα διὰ τοὺς ἀναφερομένους εἰς τὴν παράγραφον 1 σκοπούς.

Ἄρθρον 11.

1. Ὁ θυρεὸς μετὰ τῶν ἐμβλημάτων, ὡς καὶ ἡ ἐπιγραφὴ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ εἰς τὴν γλῶσσαν τοῦ κράτους διαμονῆς δύνανται νὰ τοποθετηθοῦν ἐπὶ τοῦ ἀκινήτου ὅπου ἑδρεύει ἡ προξενικὴ ἀρχή.

2. Ἡ ἐθνικὴ σημαία τοῦ κράτους ἀποστολῆς δύναται νὰ ὑψοῦται ἐπὶ τοῦ κτιρίου τῆς προξενικῆς ἀρχῆς καὶ ἐπὶ τῆς κατοικίας τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

3. Ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς δύναται νὰ ἀναρτᾷ ἐπὶ τῶν μεταφορικῶν του μέσων τὴν σημαίαν τοῦ κράτους ἀποστολῆς.

4. Κατὰ τὴν ἐνάσκησιν τῶν προβλεπομένων εἰς τὰς παραγράφους 2 καὶ 3 δικαιωμάτων, θὰ λαμβάνωνται ὑπ' ὄψιν οἱ νόμοι, κανονισμοὶ καὶ συνήθειαι τοῦ κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρον 12.

1. Οἱ προξενικοὶ χῶροι εἶναι ἀπαραβίαστοι.

2. Αἱ ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς δὲν δύνανται νὰ εἰσχωρήσουν ἐντὸς τῶν προξενικῶν χώρων χωρὶς τὴν ἄδειαν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς διπλωματικῆς ἀποστολῆς τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ τῶν προσώπων τὰ ὁποῖα ὑπεδείχθησαν ὑπ' αὐτῶν.

3. Αἱ διατάξεις τῶν παραγράφων 1 καὶ 2 τοῦ παρόντος ἄρθρου ἐφαρμόζονται ἐπίσης ὡς πρὸς τὴν κατοικίαν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

4. Οἱ προξενικοὶ χῶροι δὲν θὰ χρησιμοποιοῦνται κατὰ τρόπον ἀσυμβίβαστον μὲ τὴν ἄσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων.

5. Τὸ κράτος διαμονῆς θὰ λαμβάνῃ τὰ κατάλληλα μέτρα διὰ τὴν προστασίαν τῶν χώρων τῆς προξενικῆς ἀρχῆς καὶ τῆς κατοικίας τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

Ἄρθρον 13.

Τὰ προξενικὰ ἀρχεῖα εἶναι ἀπαραβίαστα κατὰ πάντα χρόνον καὶ ὁπουδήποτε καὶ ἂν εὑρίσκωνται. Ἔγγραφα μὴ ἐπίσημα δὲν πρέπει νὰ φυλάσσωνται ἐντὸς τῶν προξενικῶν ἀρχείων.

Ἄρθρον 14.

1. Τὸ κράτος διαμονῆς ἐπιτρέπει καὶ προστατεύει τὴν ἐλευθερίαν ἐπικοινωνίας τῆς προξενικῆς ἀρχῆς διὰ πάντας τοὺς ἐπισήμους σκοπούς. Ἡ προξενικὴ ἀρχή, ἐπικοινωνοῦσα μὲ τὴν κυβέρνησιν, τὰς διπλωματικὰς ἀποστολὰς καὶ τὰς ἄλλας προξενικὰς ἀρχὰς τοῦ κράτους ἀποστολῆς, ὁπουδήποτε καὶ ἂν εὑρίσκωνται, δύναται νὰ χρησιμοποιῇ ἅπαντα τὰ κατάλληλα μέσα ἐπικοινωνίας, ὡς ἐπίσης καὶ τοὺς διπλωματικοὺς ἢ προξενικοὺς ταχυδρόμους καὶ τὰ κωδικοποιημένα ἢ κρυπτογραφημένα μηνύματα. Ἐν τούτοις ὁ προξενικὸς σάκκος δὲν δύναται νὰ χρησιμοποιηθῇ παρὰ μόνον διὰ τὴν ἐπικοινωνίαν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς μὲ τὴν κυβέρνησιν, τὴν διπλωματικὴν ἀποστολὴν καὶ τὰς προξενικὰς ἀρχὰς τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς. Ἡ προξενικὴ ἀρχὴ δὲν δύναται νὰ ἐγκαθιστᾷ καὶ χρησιμοποιεῖ ραδιοπομπὸν παρὰ μόνον μὲ τὴν συναίνεσιν τοῦ κράτους διαμονῆς.

2. Ἡ ἐπίσημος ἀλληλογραφία τῆς προξενικῆς ἀρχῆς εἶναι ἀπαραβίαστος.

3. Ὁ προξενικὸς σάκκος πρέπει νὰ φέρῃ εὐδιακρίτους ἐξωτερικὰς ἐνδείξεις τοῦ χαρακτῆρος του καὶ δὲν δύναται νὰ περιέχῃ παρὰ μόνον τὴν ἐπίσημον ἀλληλογραφίαν, ὡς καὶ τὰ ἔγγραφα καὶ ἀντικείμενα τὰ ὁποῖα προορίζονται νὰ χρησιμοποιηθοῦν διὰ τὰς ὑπηρεσιακὰς ἀνάγκας.

4. Ὁ προξενικὸς σάκκος δὲν πρέπει οὔτε νὰ ἀνοιχθῇ οὔτε νὰ παρακρατηθῇ. Ἐν τούτοις, ἐὰν αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς ἔχουν σοβαροὺς λόγους νὰ πιστεύουν ὅτι ὁ προξενικὸς σάκκος περιέχῃ ἄλλα ἀντικείμενα πλὴν ἐκείνων τὰ ὁποῖα ἀνεφέρθησαν ἀνωτέρω, δύνανται νὰ ζητήσουν ὅπως ὁ σάκκος ἐπιστραφῇ εἰς τὸν τόπον προελεύσεώς του.

5. Ὁ προξενικὸς ταχυδρόμος ὀφείλει νὰ φέρῃ μεθ' ἑαυτοῦ ἐπίσημον ἔγγραφον βεβαιοῦν τὴν ἰδιότητά του καὶ καθορίζον τὸν ἀριθμὸν τῶν ἀπαρτιζόντων τὸν προξενικὸν σάκκον δεμάτων. Δὲν δύναται νὰ εἶναι προξενικὸς ταχυδρόμος παρὰ μόνον ὑπήκοος τοῦ κράτους ἀποστολῆς ὁ ὁποῖος δὲν κατοικεῖ ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς. Κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐκπληρώσεως τῶν καθηκόντων του, ὁ προξενικὸς ταχυδρόμος εὑρίσκεται ὑπὸ τὴν προστασίαν τοῦ κράτους διαμονῆς καὶ ἀπολαύει τοῦ ἀπαραβιάστου τοῦ προσώπου του, μὴ δυνάμενος οὔτε νὰ συλληφθῇ, οὔτε νὰ κρατηθῇ, οὔτε νὰ ὑποστῇ οἱασδήποτε μορφῆς περιορισμὸν τῆς προσωπικῆς του ἐλευθερίας.

6. Ὁ προξενικὸς σάκκος δύναται νὰ παραδοθῇ εἰς τὸν κυβερνήτην πλοίου ἢ ἀεροσκάφους. Ὁ ἐν λόγῳ κυβερνήτης πρέπει νὰ εἶναι ἐφωδιασμένος μὲ ἐπίσημον ἔγγραφον ἐμφαῖνον τὸν ἀριθμὸν τῶν δεμάτων τὰ ὁποῖα ἀπαρτίζουν τὸν προξενικὸν σάκκον· ἐν τούτοις, οὗτος δὲν θὰ θεωρῆται προξενικὸς ταχυδρόμος. Ἓν μέλος τῆς προξενικῆς ἀρχῆς δύναται ἐλευθέρως νὰ παραλάβῃ τὸν προξενικὸν σάκκον ἀπ' εὐθείας ἀπὸ τὰς χεῖρας τοῦ κυβερνήτου τοῦ πλοίου ἢ τοῦ ἀεροσκάφους, ὡς ἐπίσης καὶ νὰ τὸν παραδώσῃ εἰς αὐτὸν κατὰ τὸν ἴδιον τρόπον.

Ἄρθρον 15.

1. Ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἀπολαύει ποινικῆς ἑτεροδικίας εἰς τὸ κράτος διαμονῆς. Ἀπολαύει τοῦ ἀπαραβιάστου τοῦ προσώπου του καὶ ὡς ἐκ τούτου δὲν δύναται οὔτε νὰ συλληφθῇ, οὔτε νὰ κρατηθῇ, οὔτε νὰ ὑποστῇ οἱασδήποτε μορφῆς περιορισμὸν τῆς ἐλευθερίας του.

2. Ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἀπολαύει ἐπίσης ἀστικῆς καὶ διοικητικῆς ἑτεροδικίας εἰς τὸ κράτος διαμονῆς, ἐκτὸς ἐὰν πρόκειται :

α) περὶ ἐμπραγμάτου ἀγωγῆς ἀφορώσης ἰδιωτικὸν ἀκίνητον κείμενον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ κράτους διαμονῆς, ἐκτὸς ἐὰν ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς κατέχῃ τοῦτο διὰ λογαριασμὸν τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ διὰ τοὺς σκοποὺς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς·

β) περὶ ἀγωγῆς ἀφορώσης κληρονομίαν, εἰς τὴν ὁποίαν ὁ ἀρχηγὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἐμφανίζεται ὡς ἐκτελεστὴς διαθήκης, διαχειριστής, κληρονόμος, ἢ κληροδόχος, ἰδίῳ ὀνόματι καὶ ὄχι ἐν ὀνόματι τοῦ κράτους ἀποστολῆς.

γ) περὶ ἀγωγῆς ἀφορώσης οἱανδήποτε ἐπαγγελματικὴν ἢ ἐμπορικὴν δραστηριότητα, ἀσκουμένην ὑπὸ τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς ἐκτὸς τῶν ἐπισήμων καθηκόντων του·

δ) περὶ ἀγωγῆς ἀσκουμένης ὑπὸ τρίτου διὰ ζημίας προκυπτούσας ἐξ ἀδικήματος προκληθέντος ὑπὸ αὐτοκινήτου, πλοίου ἢ ἀεροσκάφους, ἐντὸς τοῦ Κράτους διαμονῆς.

3. Οὐδὲν μέτρον ἐκτελέσεως δύναται νὰ ληφθῇ ἔναντι τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, πλὴν τῶν περιπτώσεων τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἐδάφια α) β) γ) καὶ δ) τῆς παραγράφου (2) τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι ἡ ἐκτέλεσις δύναται νὰ λάβῃ χώραν χωρὶς νὰ προσβάλλεται τὸ ἀπαραβίαστον τοῦ προσώπου του ἢ τῆς κατοικίας του.

4. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ πλὴν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς καὶ οἱ προξενικοὶ ὑπάλληλοι δὲν ὑπόκεινται εἰς τὴν δικαιοδοσίαν τῶν δικαστικῶν καὶ διοικητικῶν ἀρχῶν τοῦ κράτους διαμονῆς διὰ πράξεις τελεσθείσας κατὰ τὴν ἄσκησιν τῶν προξενικῶν καθηκόντων των.

5. Ἐν τούτοις, αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου 4 τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζονται εἰς περίπτωσιν ἀστικῆς ἀγωγῆς:

α) ἀπορρεούσης ἐκ τῆς συνάψεως συμβάσεως ὑπὸ προξενικοῦ λειτουργοῦ πλὴν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἢ ὑπὸ προξενικοῦ ὑπαλλήλου ὁ ὁποῖος ὅμως δὲν συνῆψε ταύτην ρητῶς ἢ σιωπηρῶς ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ ἀντιπροσώπου τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ

β) ἐγερθείσης ὑπὸ τρίτου διὰ ζημίας προκυπτούσας ἐξ ἀτυχήματος προκληθέντος ὑπὸ αὐτοκινήτου, πλοίου, ἢ ἀεροσκάφους ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς.

6. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ πλὴν τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς καὶ οἱ προξενικοὶ ὑπάλληλοι δὲν δύνανται οὔτε νὰ συλληφθοῦν, οὔτε νὰ κρατηθοῦν, οὔτε νὰ ὑποστοῦν οἱασδήποτε μορφῆς στέρησιν τῆς ἐλευθερίας των διὰ πράξεις τελεσθείσας ἐκτὸς τῆς ἀσκήσεως τῶν καθηκόντων των,

παρὰ μόνον ὅταν πρόκειται περὶ βαρέως ἐκ προθέσεως ἐγκλήματος, τὸ ὁποῖον τιμωρεῖται κατὰ τὴν νομοθεσίαν τοῦ κράτους διαμονῆς διὰ στερητικῆς τῆς ἐλευθερίας ποινῆς τῆς ὁποίας τὸ ἐλάχιστον εἶναι τοὐλάχιστον πέντε ἔτη ἢ διὰ βαρυτέρας ποινῆς καὶ ἐπὶ τῇ βάσει ἀποφάσεως προερχομένης ἐκ μιᾶς δικαστικῆς ἀρχῆς τοῦ κράτους τούτου ἁρμοδίας ἐπὶ ποινικῶν θεμάτων.

Ἐκτὸς τῶν ἀνωτέρω περιπτώσεων, δὲν δύνανται νὰ φυλακισθοῦν, οὔτε νὰ ὑποστοῦν οἱασδήποτε ἄλλης μορφῆς περιορισμὸν τῆς προσωπικῆς των ἐλευθερίας, εἰ μὴ μόνον εἰς ἐκτέλεσιν ὁριστικῆς ποινικῆς δικαστικῆς ἀποφάσεως.

7. Εἰς περίπτωσιν ποινικῆς διώξεως ἢ συλλήψεως, κρατήσεως ἢ οἱασδήποτε μορφῆς περιορισμοῦ τῆς ἐλευθερίας ἑνὸς μέλους τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς ὑποχρεοῦνται νὰ εἰδοποιήσουν περὶ τούτου ἀμελλητὶ τὸν ἀρχηγὸν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

8. Ὅταν μία ποινικὴ διαδικασία κινῆται ἐναντίον μέλους τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, αὕτη διεξάγεται ταχέως καὶ κατὰ τρόπον παρενοχλοῦντα τὸ ὀλιγώτερον δυνατὸν τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων του ἐντὸς τῆς προξενικῆς ἀρχῆς.

Ἄρθρον 16.

1. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ καὶ ὑπάλληλοι δύνανται νὰ κληθοῦν ὅπως καταθέσουν ὡς μάρτυρες τῇ αἰτήσει τῶν δικαστικῶν καὶ διοικητικῶν ἀρχῶν τοῦ κράτους διαμονῆς. Ἐν τούτοις, οὐδὲν καταναγκαστικὸν μέτρον ἢ ἑτέρα κύρωσις δύναται νὰ ληφθῇ ἔναντι τῶν ὡς ἄνω προσώπων.

2. Ἡ ἀρχὴ ἡ ὁποία ζητεῖ τὴν μαρτυρίαν ὀφείλει νὰ ἀποφύγῃ ὅπως παρενοχλήσῃ τὸν προξενικὸν λειτουργὸν ἢ ὑπάλληλον κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του ἢ τῶν ὑποχρεώσεών του. Αὕτη δύναται νὰ λάβῃ μαρτυρικὴν κατάθεσίν του εἰς τὴν κατοικίαν του ἢ εἰς τὴν προξενικὴν ἀρχὴν ἢ νὰ δεχθῇ ἔγγραφον δήλωσιν ἐκ μέρους του, ὁσάκις τοῦτο εἶναι δυνατόν.

3. Τὰ μέλη μιᾶς προξενικῆς ἀρχῆς δὲν ὑποχρεοῦνται νὰ καταθέσουν ἐπὶ γεγονότων ἐχόντων σχέσιν πρὸς τὴν ἄσκησιν τῶν καθηκόντων των καὶ νὰ προσκομίσουν τὴν ἀλληλογραφίαν καὶ τὰ ἐπίσημα ἔγγραφα τὰ ὁποῖα σχετίζονται πρὸς αὐτήν. Ἔχουν ἐπίσης τὸ δικαίωμα νὰ ἀρνοῦνται τὴν ἐξέτασίν των ὡς πραγματογνώμονες διὰ θέματα ἐθνικοῦ δικαίου τοῦ κράτους ἀποστολῆς.

Ἄρθρον 17.

1. Τὸ κράτος ἀποστολῆς δύναται νὰ παραιτηθῇ τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τὰ ὁποῖα καθορίζονται εἰς τὰ ἄρθρα 15 καὶ 16. Ἡ παραίτησις αὕτη πρέπει πάντοτε νὰ εἶναι ρητὴ καὶ νὰ ἀνακοινοῦται ἐγγράφως εἰς τὸ κράτος διαμονῆς.

2. Ἐὰν ἕνας προξενικὸς λειτουργὸς ἢ ἕνας προξενικὸς ὑπάλληλος ἐγείρῃ μίαν ἀγωγὴν εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν οὗτος θὰ ἐκαλύπτετο ὑπὸ τῆς ἑτεροδικίας, δὲν δύναται νὰ ἐπικαλεσθῇ τὴν τοιαύτην ἑτεροδικίαν ἔναντι πάσης ἀνταγωγῆς ἀμέσως συνδεομένης πρὸς τὴν κυρίαν ἀγωγήν.

3. Ἡ παραίτησις ἀπὸ τῆς ἑτεροδικίας διὰ μίαν ἀστικὴν ἢ διοικητικὴν δίκην δὲν θεωρεῖται ὅτι συνεπάγεται τὴν παραίτησιν ἀπὸ τῆς ἀσυλίας ὡς πρὸς τὰ μέτρα ἐκτελέσεως τῆς ἀποφάσεως. Διὰ τὰ τοιαῦτα μέτρα ἐκτελέσεως, μία κεχωρισμένη παραίτησις εἶναι ἀναγκαία.

Ἄρθρον 18.

Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἀπαλλάσσονται τῆς ὑπηρεσίας εἰς τὰς ἐνόπλους δυνάμεις, ὡς καὶ πάσης ἄλλης ὑπηρεσίας δημοσίου συμφέροντος ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρον 19.

Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἀπαλλάσσονται ἀπὸ πάσης ὑποχρεώσεως ἡ ὁποία προβλέπεται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ κράτους διαμονῆς σχετικῶς πρὸς τὴν καταγραφὴν τῶν ἀλλοδαπῶν καὶ τὴν ἄδειαν διαμονῆς.

Ἄρθρον 20.

1. Τὸ κράτος ἀποστολῆς ἀπαλλάσσεται ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς ἀπὸ τῆς ἐπιβολῆς καὶ τῆς εἰσπράξεως φόρων καὶ τελῶν :

α) προκειμένου περὶ οἰκοπέδων, ἀκινήτων ἢ τμημάτων ἀκινήτων χρησιμοποιουμένων ἀποκλειστικῶς διὰ προξενικοὺς σκοπούς, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς κατοικίας τοῦ ἀρχηγοῦ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς, τὰ ὁποῖα ἀνήκουν κατὰ κυριότητα ἢ ἐμισθώθησαν ὑπὸ τοῦ κράτους διαμονῆς ἢ ὑπὸ τοῦ προσώπου τὸ ὁποῖον συνεβλήθη ἐπ' ὀνόματί του·

β) προκειμένου περὶ δικαιοπραξιῶν ἢ ἐγγράφων τὰ ὁποῖα ἔχουν σχέσιν πρὸς τὰ τοιαῦτα ἀκίνητα, εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν τὸ κράτος ἀποστολῆς τὰ ἀγοράζει ἀποκλειστικῶς διὰ προξενικοὺς σκοπούς·

2. Ἡ προβλεπομένη εἰς τὴν παράγραφον (1) τοῦ παρόντος ἄρθρου φορολογικὴ ἀπαλλαγὴ δὲν ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῶν φόρων καὶ τελῶν οἱ ὁποῖοι, κατὰ τοὺς νόμους καὶ τοὺς κανονισμοὺς τοῦ κράτους διαμονῆς, ἐπιβαρύνουν τὸ πρόσωπον τὸ ὁποῖον συνεβλήθη μὲ τὸ κράτος ἀποστολῆς.

3. Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου (1) τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἔχουν ἐφαρμογὴν προκειμένου περὶ τελῶν εἰσπραττομένων εἰς ἀμοιβὴν παρεχομένων ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 21.

Τὸ κράτος διαμονῆς δὲν ἐπιβάλλει καὶ δὲν εἰσπράττει φόρους ἢ τέλη οἱασδήποτε φύσεως, τοὺς ὁποίους τὸ κράτος ἀποστολῆς θὰ ὑπεχρεοῦτο νὰ καταβάλῃ δυνάμει τῆς νομοθεσίας τοῦ κράτους διαμονῆς, ἐπὶ τῶν κινητῶν τὰ ὁποῖα ἀνήκουν κατὰ κυριότητα, κατέχονται ἢ χρησιμοποιοῦνται ὑπὸ τοῦ κράτους ἀποστολῆς διὰ προξενικοὺς σκοποὺς ἢ ἐπὶ τῆς κτήσεως τῶν τοιούτων κινητῶν. Ἐν τούτοις, ἡ ἐν λόγῳ ἀπαλλαγὴ δὲν ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῶν φόρων καὶ τελῶν οἱ ὁποῖοι συμπεριλαμβάνονται ἐντὸς τῆς τιμῆς τῶν ἐμπορευμάτων καὶ τῶν ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 22.

1. Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἀπαλλάσσονται ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς ἀπὸ τῶν φόρων καὶ τελῶν τοὺς ὁποίους τὸ κράτος διαμονῆς ἐπιβάλλει ἐπὶ τῶν ἀποδοχῶν τῶν λαμβανομένων διὰ τὴν ἐκπλήρωσιν ὑπηρεσιακῶν ὑποχρεώσεων.

2. Τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἀπαλλάσσονται ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς ἁπάντων τῶν λοιπῶν φόρων καὶ τελῶν οἱ ὁποῖοι ἐπιβάλλονται ὑπὸ τοῦ κράτους διαμονῆς ἢ τῶν τοπικῶν του ὀργάνων, μὲ τὴν ἐξαίρεσιν :

α) τῶν ἐμμέσων φόρων οἱ ὁποῖοι ἐνσωματοῦνται ἐντὸς τῆς τιμῆς τῶν ἐμπορευμάτων καὶ τῶν ὑπηρεσιῶν·

β) τῶν φόρων καὶ τελῶν ἐπὶ τῶν ἰδιωτικῶν ἀκινήτων κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ κράτους διαμονῆς, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 20·

γ) τῶν φόρων καὶ τελῶν τῶν εἰσπραττομένων ὑπὸ τοῦ κράτους διαμονῆς ἐπὶ τῶν κληρονομιῶν ἐντὸς τοῦ κράτους τούτου καὶ ἐπὶ τῆς μεταβιβάσεως καὶ τῆς κτήσεως τοῦ δικαιώματος κυριότητος ἐπὶ τῶν ἀγαθῶν·

δ) τῶν φόρων καὶ τελῶν ἐπὶ τῶν ἰδιωτικῶν εἰσοδημάτων τὰ ὁποῖα ἔχουν τὴν πηγήν των ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς·

ε) τῶν τελῶν μεταγραφῆς, δικαστικῶν, ὑποθήκης καὶ χαρτοσήμου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 20·

στ) τῶν φόρων καὶ τελῶν τῶν εἰσπραττομένων εἰς ἀμοιβὴν παρεχομένων ὑπηρεσιῶν.

Ἄρθρον 23.

1. Συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ τοὺς κανονισμούς του, τὸ κράτος διαμονῆς ἐπιτρέπει τὴν εἴσοδον καὶ τὴν ἔξοδον καὶ χορηγεῖ τὴν ἀπαλλαγὴν ἀπὸ παντὸς δασμοῦ, τέλους καὶ ἑτέρας σχετικῆς ὀφειλῆς, πλὴν τῶν ἐξόδων ἀποθηκεύσεως, μεταφορᾶς καὶ συναφῶν ἐξόδων δι' ἀναλόγους ὑπηρεσίας, ὡς πρός :

α) τὰ ἀντικείμενα τὰ προοριζόμενα διὰ τὴν ἐπίσημον χρῆσιν τῆς προξενικῆς ἀρχῆς·

β) τὰ ἀντικείμενα τὰ προοριζόμενα διὰ τὴν προσωπικὴν χρῆσιν τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν εἰδῶν τῶν προοριζομένων διὰ τὴν ἐγκατάστασίν του.

2. Οἱ προξενικοὶ ὑπάλληλοι ἀπολαύουν τῶν ἀπαλλαγῶν τῶν προβλεπομένων εἰς τὸ ἐδάφιον β) τῆς παραγράφου (1) τοῦ παρόντος ἄρθρου καθ' ὅσον ἀφορᾷ εἰς τὰ ἀντικείμενα τὰ ὁποῖα εἰσάγονται κατὰ τὴν πρώτην των ἐγκατάστασιν.

3. Ὁ ὅρος «ἀντικείμενα» περιλαμβάνει ἐπίσης τὰ μεταφορικὰ μέσα.

4. Οἱ προξενικοὶ λειτουργοὶ καὶ τὰ μέλη τῶν οἰκογενειῶν των ἀπαλλάσσονται ἀπὸ τὸν ἔλεγχον τῶν προσωπικῶν των ἀποσκευῶν ἐκτὸς ἐὰν ὑφίστανται σοβαροὶ λόγοι ὑποψίας ὅτι αὗται περιέχουν ἀντικείμενα τὰ ὁποῖα δὲν ὑπάγονται εἰς τὰς ἀπαλλαγὰς τὰς ἀναφερομένας εἰς τὴν παράγραφον (1), ἐδάφιον β) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἢ ἀντικείμενα τῶν ὁποίων ἡ εἰσαγωγὴ ἢ ἡ ἐξαγωγὴ ἀπαγορεύεται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας ἢ ὑπόκεινται εἰς τοὺς κανονισμοὺς καθάρσεως τοῦ κράτους διαμονῆς. Εἰς τοιαύτην περίπτωσιν, ὁ ἔλεγχος δὲν δύναται νὰ λάβῃ χώραν παρὰ μόνον παρουσίᾳ τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ, τοῦ μέλους τῆς οἰκογενείας του ἢ τοῦ ἐξουσιοδοτημένου ἀντιπροσώπου των.

Ἄρθρον 24.

Ἅπαντα τὰ πρόσωπα τὰ ὁποῖα ἀπολαύουν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως ὀφείλουν νὰ σέβωνται, ἐπιφυλαττομένων τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν των, τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους διαμονῆς, συμπεριλαμβανομένων τῶν κανόνων τῶν ἀφορώντων εἰς τὴν ὁδικὴν κυκλοφορίαν καὶ τῶν διατάξεων τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν ὑποχρεωτικὴν ἀσφάλισιν τῶν αὐτοκινήτων.

Ἄρθρον 25.

Ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τῶν ἀφορώντων εἰς τὰς ζώνας ἐντὸς τῶν ὁποίων, διὰ λόγους κρατικῆς ἀσφαλείας, ἡ εἴσοδος εἶναι ἀπηγορευμένη ἢ ἐλεγχομένη, τὸ κράτος διαμονῆς ἐξασφαλίζει εἰς ὅλα τὰ μέλη τῆς προξενικῆς ἀρχῆς τὴν ἐλευθερίαν κυκλοφορίας καὶ μετακινήσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του.

Ἄρθρον 26.

Οἱ προξενικοὶ ὑπάλληλοι οἱ ὁποῖοι εἶναι ὑπήκοοι τοῦ κράτους διαμονῆς ἢ μόνιμοι κάτοικοι τοῦ κράτους τούτου, δὲν ἀπολαύουν τῶν προνομίων καὶ ἀσυλιῶν τὰ ὁποῖα προβλέπονται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῆς παραγράφου (3) τοῦ ἄρθρου 16.

Ἄρθρον 27.

Τὰ μέλη τῆς οἰκογενείας τῶν προξενικῶν λειτουργῶν καὶ τῶν προξενικῶν ὑπαλλήλων τὰ ὁποῖα διαβιοῦν ὑπὸ τὴν αὐτὴν στέγην ἀπολαύουν τῶν προνομίων τῶν προβλεπομένων εἰς τὰ ἄρθρα 15 παράγραφος (7), 16 παράγραφος (3), 18, 19, 22, 23 παράγραφος (1) ἐδάφιον β) καὶ παράγραφος (2) καὶ 25 τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι δὲν εἶναι ὑπήκοοι τοῦ κράτους διαμονῆς ἢ δὲν κατοικοῦν μονίμως ἐντὸς τοῦ κράτους τούτου.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ IV.

Προξενικὰ καθήκοντα.

Ἄρθρον 28.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἀσκεῖ τὰ καθήκοντά του τὰ ἀπαριθμούμενα εἰς τὸ παρὸν Κεφάλαιον ἐντὸς τῆς προξενικῆς του περιφερείας. Δύναται, ἐπὶ πλέον, νὰ ἀσκῇ ἐπίσης καὶ ἕτερα καθήκοντα, ἐὰν ταῦτα δὲν ἀντίκεινται εἰς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους διαμονῆς.

2. Κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τῶν καθηκόντων του ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ ἀπευθύνεται αὐτοπροσώπως ἢ ἐγγράφως εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τῆς προξενικῆς του περιφερείας.

3. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται, κατόπιν συναινέσεως τοῦ κράτους διαμονῆς, νὰ ἀσκῇ προξενικὰ καθήκοντα ἐκτὸς τῆς προξενικῆς του περιφερείας.

4. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δικαιοῦται νὰ εἰσπράττῃ διὰ τὰς προξενικὰς πράξεις δικαιώματα καὶ τέλη συμφώνως πρὸς τὰς νομοθετικὰς διατάξεις τοῦ κράτους διαμονῆς. Τὰ οὕτως εἰσπραττόμενα ποσὰ ἀπαλλάσσονται παντὸς φόρου καὶ τέλους ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρον 29.

Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς εἶναι ἐξουσιοδοτημένος νά :

α) προστατεύῃ τὰ δικαιώματα καὶ συμφέροντα τοῦ κράτους ἀποστολῆς ὡς καὶ τῶν ὑπηκόων του, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν νομικῶν προσώπων·

β) συμβάλλῃ εἰς τὴν ἀνάπτυξιν τῶν ἐμπορικῶν, οἰκονομικῶν, ναυτιλιακῶν, τουριστικῶν, μορφωτικῶν καὶ ἐπιστημονικῶν σχέσεων μεταξὺ τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ τοῦ κράτους διαμονῆς, κατὰ τρόπον ὥστε νὰ προάγῃ ὁμοίως καὶ εἰς τοὺς τομεῖς τούτους τὴν συνεργασίαν μεταξὺ τῶν κρατῶν αὐτῶν.

Ἄρθρον 30.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς εἶναι ἐξουσιοδοτημένος νά :

α) τηρῇ μητρῷον τῶν ὑπηκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς.

β) συντάσσῃ συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἁπάσας τὰς ἀναγκαίας δηλώσεις, ἰδίᾳ ὅσον ἀφορᾷ τὰ ζητήματα ἰθαγενείας.

γ) τηρῆται ἐνήμερος τῶν γεννήσεων καὶ τῶν θανάτων τῶν ὑπηκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ νὰ καταχωρίζῃ τὰ γεγονότα ταῦτα.

δ) συντάσσῃ δηλώσεις περὶ τῆς οἰκογενειακῆς καταστάσεως τῶν ὑπηκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους τούτου.

2. Συμφώνως πρὸς τὸ ἐδάφιον γ) τῆς παραγράφου (1) ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἐνημερώνει τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τοῦ κράτους διαμονῆς περὶ τῶν πραγματοποιουμένων εἰς τὴν προξενικὴν ἀρχὴν καταχωρίσεων, καθ' ὃ μέτρον ἀπαιτοῦν τοῦτο οἱ νόμοι καὶ οἱ κανονισμοὶ τοῦ κράτους διαμονῆς.

3. Ἡ διάταξις τοῦ ἐδαφίου γ) τῆς παραγράφου (1) δὲν ἀπαλλάσσει τὰ ἐνδιαφερόμενα πρόσωπα τῶν ὑποχρεώσεών των, αἱ ὁποῖαι προβλέπονται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρον 31.

Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δικαιοῦται νά :

α) ἐκδίδῃ καὶ ἀνανεώνῃ διαβατήρια εἰς τοὺς ὑπηκόους τοῦ κράτους ἀποστολῆς, ἐπιφέρῃ εἰς αὐτὰ τὰς ἀναγκαίας τροποποιήσεις καὶ ἀκυρώνῃ τὰ διαβατήρια.

β) ἐκδίδῃ ταξιδιωτικὰ ἔγγραφα ἐπιτρέποντα τὴν εἴσοδον εἰς τὸ κράτος ἀποστολῆς καὶ ἐπιφέρῃ εἰς αὐτὰ τὰς ἀναγκαίας τροποποιήσεις.

γ) χορηγῇ θεωρήσεις ἐπιτρεπούσας τὴν εἴσοδον τὴν ἔξοδον καὶ τὴν διέλευσιν.

Ἄρθρον 32.

Αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς πληροφοροῦν ἀμελλητὶ τὸν προξενικὸν λειτουργὸν περὶ ἁπάντων τῶν δυστυχημάτων τῆς κυκλοφορίας ἐπισυμβάντων εἰς τοὺς ὑπηκόους τοῦ κράτους ἀποστολῆς.

Ἄρθρον 33.

Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δικαιοῦται νὰ ἐκτελῇ τὰς κάτωθι πράξεις :

α) νὰ δέχηται, συντάσσῃ ἐγγράφως ἢ ἐπικυρώνῃ τὰς δηλώσεις τῶν ὑπηκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς·

β) νὰ συντάσσῃ ἐγγράφως ἢ ἐπικυρώνῃ καὶ φυλάττῃ τὰς διαθήκας τῶν ὑπηκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς·

γ) νὰ συντάσσῃ ἐγγράφως ἢ ἐπικυρώνῃ τὰς δικαιοπραξίας τὰς συναπτομένας μεταξὺ τῶν ὑπηκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ τὰς μονομερεῖς δικαιοπραξίας τῶν ὑπηκόων τούτων καθ' ὃ μέτρον αὗται δὲν ἀντίκεινται εἰς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους διαμονῆς. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δὲν δύναται νὰ συντάξῃ ἐγγράφως καὶ δὲν δύναται νὰ ἐπικυρώσῃ μίαν δικαιοπραξίαν ἀποβλέπουσαν εἰς τὴν δημιουργίαν ἢ τὴν μεταβίβασιν δικαιώματος ἐπὶ ἀκινήτου ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς·

δ) νὰ συντάσσῃ ἐγγράφως ἢ ἐπικυρώνῃ τὰς δικαιοπραξίας τὰς συναπτομένας μεταξὺ τῶν ὑπηκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ τῶν τοῦ κράτους διαμονῆς, ὁσάκις αὗται ἀναφέρωνται ἀποκλειστικῶς εἰς συμφέροντα ὑφιστάμενα ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ ἐκτελεστέα ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ κράτους τούτου, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν ὅτι δὲν ἀντίκεινται εἰς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους διαμονῆς·

ε) νὰ ἐπικυρώνῃ ἔγγραφα προερχόμενα ἐκ τῶν ἀρχῶν τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ τοῦ κράτους διαμονῆς, ὡς ἐπίσης καὶ ἀντίγραφα, ἀποσπάσματα καὶ μετάφρασιν τῶν ἐγγράφων τούτων·

στ) νὰ βεβαιώνῃ τὸ γνήσιον τῆς ὑπογραφῆς τῆς τιθεμένης ἐπὶ οἱουδήποτε ἐγγράφου ὑπὸ τῶν ὑπηκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς, ἐὰν τὸ περιεχόμενον τούτου δὲν ἀντίκειται εἰς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους διαμονῆς·

ζ) νὰ δέχηται πρὸς φύλαξιν παρὰ τῶν ὑπηκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ ἀπευθυνόμενα πρὸς τούτους περιουσιακὰ στοιχεῖα καὶ ἔγγραφα, ἐφ' ὅσον τοῦτο γίνεται δεκτὸν ὑπὸ τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ κράτους διαμονῆς·

ι) νὰ τελῇ πᾶσαν ἑτέραν πρᾶξιν ὑπεισερχομένην εἰς τὸν κύκλον τῶν καθηκόντων του, καθ' ὃ μέτρον οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ τοῦ κράτους διαμονῆς δὲν ἀντιτίθενται εἰς τοῦτο.

Ἄρθρον 34.

Τὰ ἔγγραφα τὰ ὁποῖα ἐξεδόθησαν, ἐπεκυρώθησαν ἢ μετεφράσθησαν ὑπὸ τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 33, ἔχουν τὴν αὐτὴν νομικὴν ἀξίαν καὶ τὴν αὐτὴν ἀποδεικτικὴν ἰσχὺν ὡς ἐὰν εἶχον ἐκδοθῆ, ἐπικυρωθῆ ἢ μεταφρασθῆ ὑπὸ τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν ἢ ὀργάνων τοῦ κράτους διαμονῆς.

Ἄρθρον 35.

Εἰς περίπτωσιν ἀνάγκης ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ προτείνῃ εἰς τὸ δικαστήριον ἢ εἰς πᾶσαν ἑτέραν ἁρμοδίαν ἀρχὴν τοῦ κράτους διαμονῆς ἐπίτροπον ἢ κηδεμόνα δι' ὑπηκοόν τινα τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ διὰ τὴν διαφύλαξιν περιουσιακῶν στοιχείων ἑνὸς τοιούτου ὑπηκόου τὰ ὁποῖα παρέμειναν ἄνευ ἐποπτείας.

Ἄρθρον 36.

1. Εἰς περίπτωσιν θανάτου ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς ἑνὸς ὑπηκόου τοῦ κράτους ἀποστολῆς, ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ εἰδοποιεῖ ἀμελλητὶ τὸν προξενικὸν λειτουργὸν τοῦ κράτους ἀποστολῆς καὶ τοῦ διαβιβάζει ἀνεξόδως τὴν ληξιαρχικὴν πρᾶξιν θανάτου ἢ πᾶν ἕτερον ἔγγραφον πιστοποιοῦν τὸν θάνατον.

2. Εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ἡ ἀρχὴ τοῦ κράτους διαμονῆς ἤθελε πληροφορηθῆ τὴν ὕπαρξιν ἐντὸς τοῦ κράτους τούτου κληρονομίας καταληφθείσης ὑπὸ προσώπου τινὸς οἱασδήποτε ἐθνικότητος καὶ τῆς ὁποίας δικαιοῦχος εἶναι ὑπήκοος τοῦ κράτους διαμονῆς, ἡ ἀνωτέρω μνημονευομένη ἀρχὴ εἰδοποιεῖ περὶ τούτου ἀμελλητὶ τὸν προξενικὸν λειτουργὸν τοῦ κράτους ἀποστολῆς.

3. Πρὸς τὸν σκοπὸν προστασίας τῆς περιουσίας τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν παράγραφον 2, ἡ ἁρμοδία ἀρχὴ τοῦ κράτους διαμονῆς λαμβάνει τὰ ἀναγκαῖα μέτρα συμφώνως πρὸς τοὺς νόμους καὶ κανονισμοὺς τοῦ κράτους τούτου διὰ τὴν προστασίαν τῶν κληρονομιαίων ἀγαθῶν, ἀποστέλλει τὸ ἀντίγραφον τῆς διαθήκης — ἐὰν ὑπάρχῃ τοιαύτη — εἰς τὸν προξενικὸν λειτουργὸν καὶ ἐνημερώνει αὐτὸν περὶ τῶν κληρονόμων καὶ τῶν στοιχείων σχέσιν ἐχόντων πρὸς τὴν κατάστασιν καὶ τὴν ἀξίαν τῆς κληρονομίας καὶ γνωστοποιεῖ εἰς αὐτὸν ἀντιστοίχως τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς κληρονομικῆς διαδικασίας καὶ τὸ στάδιον εἰς τὸ ὁποῖον εὑρίσκεται αὕτη.

4. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ συνδράμῃ τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς τοῦ κράτους διαμονῆς διὰ τὴν προστασίαν τῆς κληρονομίας τῆς ἀναφερομένης εἰς τὴν παράγραφον 2 καὶ ἰδίᾳ:

α) νὰ λαμβάνῃ μέτρα ἐπιτρέποντα τὴν πρόληψιν τῶν ζημιῶν, συμπεριλαμβανομένης ἐπίσης καὶ τῆς πωλήσεως τῶν κινητῶν·

β) νὰ διορίζῃ κηδεμόνα κληρονομίας καὶ νὰ διακανονίζῃ πᾶν ἕτερον θέμα σχετικὸν πρὸς τὴν διαφύλαξιν τῆς κληρονομίας.

5. Εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὑπήκοος τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἔχει ἔννομον συμφέρον ἐπὶ κληρονομίας ὑφισταμένης ἐντὸς τῆς ἐπικρατείας τοῦ κράτους διαμονῆς καὶ δὲν κατοικεῖ εἰς τὸ κράτος τοῦτο οὔτε ἀντιπροσωπεύεται εἰς αὐτό, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἔχει τὸ δικαίωμα νὰ τὸν ἀντιπροσωπεύῃ ἀμέσως ἢ διὰ τοῦ πληρεξουσίου του ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων ἢ ἑτέρων ἀρχῶν τοῦ κράτους διαμονῆς.

6. Ἐάν, μετὰ τὴν ὁλοκλήρωσιν τῶν διατυπώσεων τῶν σχετικῶν πρὸς τὴν κληρονομίαν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ κράτους διαμονῆς, τὰ κληρονομιαῖα κινητὰ ἢ τὸ προϊὸν ἐκ τῆς πωλήσεως τῶν κινητῶν καὶ ἀκινήτων περιέρχωνται εἰς κληρονόμον τινὰ ἢ κληροδόχον, ὑπήκοον τοῦ κράτους ἀποστολῆς, μὴ κατοικοῦντα εἰς τὴν ἐπικράτειαν τοῦ κράτους διαμονῆς καὶ μὴ ἔχοντα διορίσει πληρεξούσιον, ἡ ἐν λόγῳ περιουσία ἢ τὸ προϊὸν ἐκ τῆς πωλήσεώς της ἀποδίδονται εἰς τὴν προξενικὴν ἀρχὴν τοῦ κράτους ἀποστολῆς ὑπὸ τὸν ὅρον:

α) ὅτι ἀπεδείχθη ἡ ἰδιότης τοῦ κληρονόμου ἢ τοῦ κληροδόχου·

β) ὅτι τὰ ἁρμόδια ὄργανα ἐπέτρεψαν, ἐὰν συντρέχῃ περίπτωσις, τὴν ἀπόδοσιν τῶν κληρονομιαίων ἀγαθῶν ἢ τοῦ προϊόντος ἐκ τῆς πωλήσεώς των·

γ) ὅτι ἅπαντα τὰ χρέη τῆς κληρονομίας, δηλωθέντα ἐντὸς τῆς προθεσμίας τῆς ὁριζομένης ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ κράτους διαμονῆς, ἔχουν ἐξοφληθῆ ἢ ἔχει δοθῆ ἐγγύησις δι' αὐτά·

δ) ὅτι οἱ φόροι κληρονομίας ἔχουν ἐξοφληθῆ ἢ ἔχει δοθῆ ἐγγύησις δι' αὐτούς.

Ἄρθρον 37.

1. Εἰς περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὑπήκοος τοῦ κράτους ἀποστολῆς, μὴ κατοικῶν εἰς τὸ κράτος διαμονῆς, ἤθελεν ἀποβιώσει κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς παραμονῆς του ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ κράτους τούτου, τὰ κινητά του παραδίδονται ἄνευ εἰδικῆς τινος διαδικασίας εἰς τὸν προξενικὸν λειτουργὸν τοῦ κράτους ἀποστολῆς, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι αἱ ἀπαιτήσεις τῶν δανειστῶν τοῦ ἀποβιώσαντος ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς ἔχουν ἱκανοποιηθῆ ἢ ἔχει δοθῆ ἐγγύησις δι' αὐτάς.

2. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δικαιοῦται νὰ ἐξαγάγῃ, ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξιν τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ κράτους διαμονῆς, τὴν κληρονομίαν ἡ ὁποία ἀναφέρεται εἰς τὴν παράγραφον 1 τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ εἰς τὴν παράγραφον 6 τοῦ ἄρθρου 36.

Ἄρθρον 38.

Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δικαιοῦται νὰ ἐκπροσωπῇ ἐνώπιον τῶν δικαστηρίων τοῦ κράτους διαμονῆς τοὺς ὑπηκόους τοῦ κράτους ἀποστολῆς, ὁσάκις, λόγῳ τῆς ἀπουσίας των ἢ διὰ πᾶσαν ἑτέραν αἰτίαν, ἀδυνατοῦν νὰ ὑπερασπίσουν, ἐγκαίρως τὰ δικαιώματα καὶ συμφέροντά των. Ἡ ἐκπροσώπησις αὕτη παύει, ὁσάκις ὁ ἀντιπροσωπευόμενος ὁρίζει πληρεξούσιον ἢ ἀναλαμβάνει ὁ ἴδιος τὴν προστασίαν τῶν δικαιωμάτων καὶ συμφερόντων αὐτοῦ.

Ἄρθρον 39.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δικαιοῦται νὰ ἐπικοινωνῇ καὶ συνομιλῇ μετὰ τῶν ὑπηκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς, νὰ παρέχῃ πρὸς αὐτοὺς συμβουλὰς καί, εἰς περίπτωσιν ἀνάγκης, πᾶσαν συνδρομήν, συμπεριλαμβανομένης καὶ τῆς νομικῆς συνδρομῆς. Τὸ κράτος διαμονῆς κατ' οὐδένα τρόπον προβάλλει προσκόμματα εἰς τὸ δικαίωμα τῶν ὑπηκόων τοῦ κράτους ἀποστολῆς νὰ ἐπικοινωνοῦν μετὰ τῆς προξενικῆς ἀρχῆς ἢ νὰ τὴν ἐπισκέπτωνται.

2. Αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς πληροφοροῦν ἀμελλητὶ καὶ τὸ βραδύτερον ἐντὸς τριῶν ἡμερῶν τὸν προξενικὸν λειτουργὸν τοῦ κράτους ἀποστολῆς περὶ τῆς συλλήψεως ἢ οἱουδήποτε περιορισμοῦ τῆς προσωπικῆς ἐλευθερίας ὑπηκόου τινὸς τοῦ κράτους ἀποστολῆς.

3. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἔχει δικαίωμα νὰ ἐπισκέπτεται ἀμελλητὶ καὶ τὸ βραδύτερον ἐντὸς τεσσάρων ἡμερῶν ἀπὸ τῆς συλλήψεως καὶ νὰ ἔρχεται εἰς ἐπαφὴν μεθ' ὑπηκόου τοῦ κράτους ἀποστολῆς συλληφθέντος ἢ ὑποβληθέντος εἰς πᾶσαν ἑτέραν μορφὴν περιορισμοῦ τῆς προσωπικῆς του ἐλευθερίας πρὸς τὸν σκοπὸν διασφαλίσεως τῆς δικαστικῆς του ἀμύνης.

4. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται κατὰ λογικὰ διαστήματα νὰ ἐπισκέπτεται καὶ ἐπικοινωνῇ μεθ' ὑπηκόου τοῦ κράτους ἀποστολῆς συλληφθέντος ἢ ὑποβληθέντος εἰς πᾶσαν ἑτέραν μορφὴν περιορισμοῦ τῆς προσωπικῆς ἐλευθερίας ἢ ἐκτίοντος στερητικὴν τῆς ἐλευθερίας ποινήν.

5. Τὰ εἰς τὰς παραγράφους (3) καὶ (4) σκοπούμενα δικαιώματα δὲν δύνανται νὰ ἀσκηθοῦν εἰμὴ μόνον ἐντὸς τοῦ πλαισίου τῶν νόμων καὶ κανονισμῶν τοῦ κράτους διαμονῆς, ἐξυπακουομένου ἐν τούτοις ὅτι οἱ ἐν λόγῳ νόμοι καὶ κανονισμοὶ δὲν δύνανται νὰ καταστήσουν τὰ δικαιώματα ταῦτα ἀνενεργά.

Ἄρθρον 40.

1. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δικαιοῦται νὰ παρέχῃ πᾶσαν βοήθειαν εἰς τὰ πλοῖα τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἐντὸς τῶν λιμένων, τῆς χωρικῆς θαλάσσης καὶ τῶν ἐσωτερικῶν ὑδάτων τοῦ κράτους διαμονῆς.

2. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται ν' ἀνέρχεται ἐπὶ τῶν πλοίων τοῦ κράτους ἀποστολῆς. Ὁ πλοίαρχος καὶ τὰ μέλη τοῦ πληρώματος τοῦ πλοίου δύνανται νὰ ἔρχωνται εἰς ἐπαφὴν μετὰ τοῦ προξενικοῦ λειτουργοῦ εὐθὺς ἀμέσως μετὰ τὴν ἐλευθεροκοινωνίαν τοῦ πλοίου.

3. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ ζητᾷ τὴν βοήθειαν τῶν ἀρχῶν τοῦ κράτους διαμονῆς διὰ πᾶν ζήτημα ἀφορῶν τὰ καθήκοντα αὐτοῦ τὰ σχετιζόμενα μὲ τὰ πλοῖα τοῦ κράτους ἀποστολῆς, τὸν πλοίαρχον καὶ τὸ πλήρωμα.

Ἄρθρον 41.

Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς εἶναι ἐξουσιοδοτημένος νά:

α) ἐξετάζῃ πᾶν συμβὰν λαβὸν χώραν ἐπὶ τοῦ πλοίου τοῦ κράτους ἀποστολῆς κατὰ τὴν διάρκειαν τοῦ ταξιδίου του ἢ ἐντὸς τοῦ λιμένος, ἀκροᾶται τοῦ πλοιάρχου καὶ τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος, θεωρῇ τὰ ἔγγραφα τοῦ πλοίου, λαμβάνῃ πληροφορίας περὶ τοῦ δρομολογίου καὶ τοῦ προορισμοῦ τοῦ πλοίου, ὡς καὶ νὰ διευκολύνῃ τὴν εἴσοδον τοῦ πλοίου εἰς τὸν λιμένα, τὴν παραμονήν του εἰς τὸν λιμένα καὶ τὴν ἔξοδόν του ἐκ τοῦ λιμένος, χωρὶς ἐν τούτοις νὰ θίγωνται τὰ δικαιώματα τῶν ἀρχῶν τοῦ κράτους διαμονῆς·

β) διευθετῇ πᾶσαν ἀμφισβήτησιν μεταξὺ τοῦ πλοιάρχου καὶ τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος, συμπεριλαμβανομένων καὶ τῶν διαφορῶν περὶ μισθῶν καὶ συμβάσεως ἐργασίας, καθ' ὃ μέτρον οἱ νόμοι καὶ κανονισμοὶ τοῦ κράτους ἀποστολῆς τὸ ἐπιτρέπουν καὶ τοῦτο δὲν θίγει τὰ δικαιώματα τῶν ἀρχῶν τοῦ κράτους διαμονῆς·

γ) λαμβάνῃ μέτρα ἐπιτρέποντα τὴν νοσηλείαν εἰς νοσοκομεῖον καὶ τὸν ἐπαναπατρισμὸν τοῦ πλοιάρχου καὶ τῶν μελῶν τοῦ πληρώματος·

δ) δέχεται, ἐκδίδῃ ἢ ἐπικυρώνῃ συμφώνως πρὸς τὴν νομοθεσίαν τοῦ ἀποστέλλοντος κράτους πᾶν ἔγγραφον ἢ δήλωσιν σχετικῶς πρὸς τὰ πλοῖα.

Ἄρθρον 42.

1. Ἐὰν ἓν δικαστήριον ἢ ἑτέρα ἁρμοδία ἀρχὴ τοῦ κράτους διαμονῆς προτίθεται νὰ λάβῃ καταναγκαστικὰ μέτρα ἐπὶ πλοίου τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ ἐπιθυμῇ νὰ ἐνεργήσῃ ἀνάκρισιν, αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς εἰδοποιοῦν τὸν προξενικὸν λειτουργόν. Ἡ εἰδοποίησις ὀφείλει νὰ περιέρχεται εἰς αὐτὸν πρὸ τῆς λήψεως ἑνὸς τοιούτου μέτρου, ὥστε ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἢ ὁ ἀντιπρόσωπός του νὰ δύναται νὰ παρίσταται κατὰ τὴν ἐκτέλεσιν τούτου. Ἐὰν ὁ προξενικὸς λειτουργὸς ἢ ὁ ἀντιπρόσωπός του δὲν παρέστη, αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς παρέχουν εἰς αὐτὸν κατόπιν αἰτήσεώς του λεπτομερεῖς πληροφορίας.

2. Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου (1) ἐφαρμόζονται ἐπίσης καὶ εἰς τὴν περίπτωσιν κατὰ τὴν ὁποίαν ὁ πλοίαρχος ἢ ἓν μέλος τοῦ πληρώματος ἀνακρίνεται εἰς τὴν ξηράν.

3. Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζονται προκειμένου περὶ τοῦ τακτικοῦ ἐλέγχου εἰς θέματα τελωνείου, διαβατηρίων καὶ δημοσίας ὑγείας, ὡς καὶ προκειμένου περὶ πράξεων ἐνεργουμένων κατόπιν αἰτήσεως ἢ μὲ τὴν συγκατάθεσιν τοῦ πλοιάρχου τοῦ πλοίου.

Ἄρθρον 43.

1. Αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς εἰδοποιοῦν ἀμελλητὶ τὸν προξενικὸν λειτουργὸν ὁσάκις πλοῖον τοῦ κράτους ἀποστολῆς ναυαγήσῃ, προσαράξῃ ἢ ὑποστῇ ἀβαρίαν ἐντὸς τοῦ κράτους διαμονῆς καὶ ὁσάκις περιουσιακὸν στοιχεῖον ἀνῆκον κατὰ κυριότητα εἰς ὑπήκοον τοῦ κράτους-ἀποστολῆς συμπεριλαμβανομένων ἐπίσης τμημάτων τοῦ φορτίου ὑποστάντος βλάβην πλοίου τρίτου κράτους—ἀνευρίσκεται εἰς τὰς ἀκτὰς τοῦ κράτους διαμονῆς ἢ ἐγγὺς αὐτῶν ἢ ὁσάκις τοῦτο ἐκφορτώνεται εἰς λιμένα τοῦ κράτους αὐτοῦ. Ἐπίσης αἱ ἁρμόδιοι ἀρχαὶ τοῦ κράτους διαμονῆς εἰδοποιοῦν τὸν προξενικὸν λειτουργὸν περὶ τῶν ἤδη ληφθέντων μέτρων διὰ τὴν διάσωσιν ἀνθρωπίνων ζωῶν, τοῦ πλοίου, τοῦ φορτίου τοῦ πλοίου καὶ ἑτέρων περιουσιακῶν στοιχείων εὑρισκομένων ἐπὶ τοῦ πλοίου ἢ ἀνηκόντων εἰς τὸ πλοῖον ἢ εἰς τὸ φορτίον αὐτοῦ, ἀλλ' ἀποχωρισθέντων τοῦ πλοίου.

2. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ παρέχῃ πᾶσαν βοήθειαν εἰς τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν παράγραφον (1) πλοῖα, εἰς τοὺς ἐπιβάτας αὐτῶν καὶ τὰ μέλη τοῦ πληρώματος· πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον δύναται νὰ ζητᾷ τὴν συνδρομὴν τῶν ἁρμοδίων ἀρχῶν τοῦ κράτους διαμονῆς. Ὁ προξενικὸς λειτουργὸς δύναται νὰ λαμβάνῃ τὰ ἀναφερόμενα εἰς τὴν παράγραφον (1) μέτρα καὶ νὰ πράττῃ τὰ δέοντα διὰ τὴν ἐπισκευὴν τοῦ πλοίου ἢ ν' ἀπευθύνεται εἰς τὰς ἁρμοδίας ἀρχὰς αἰτούμενος ὅπως λάβουν τοιαῦτα μέτρα.

3. Ἐὰν ὑποστὰν βλάβην πλοῖον τοῦ κράτους ἀποστολῆς ἢ περιουσιακὸν στοιχεῖον ἀνῆκον εἰς τὸ πλοῖον ἀνευρίσκωνται εἰς τὰς ἀκτὰς τοῦ κράτους διαμονῆς ἢ ἐγγὺς τούτων καὶ καταφθάνουν εἰς λιμένα τοῦ κράτους διαμονῆς καὶ οὔτε ὁ πλοίαρχος τοῦ πλοίου, οὔτε ὁ ἰδιοκτήτης αὐτοῦ ἢ ὁ πράκτωρ τοῦ τελευταίου τούτου, οὔτε ὁ ἀσφαλιστὴς τοῦ πλοίου εἶναι εἰς θέσιν νὰ λάβουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα διὰ τὴν διαφύλαξιν τοῦ πλοίου ἢ τοῦ ἐν λόγῳ περιουσιακοῦ στοιχείου ἢ νὰ διαθέσουν ταῦτα, ὁ προξενικὸς λειτουργὸς θεωρεῖται ἐξουσιοδοτημένος νὰ λάβῃ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα, τὰ ὁποῖα καὶ ὁ ἴδιος ὁ πλοιοκτήτης θὰ ἐλάμβανε πρὸς τὸν σκοπὸν τοῦτον. Αἱ διατάξεις τῆς παρούσης παραγράφου ἐφαρμόζονται προκειμένου περὶ περιουσιακῶν στοιχείων τὰ ὁποῖα ἀποτελοῦν τμῆμα τοῦ φορτίου τοῦ πλοίου καὶ ἀνήκουν εἰς φυσικὸν ἢ νομικὸν πρόσωπον τοῦ κράτους ἀποστολῆς.

4. Ἐὰν ἀνευρίσκεται εἰς τὰς ἀκτάς, ἐγγὺς αὐτῶν ἢ ἐντὸς λιμένος τοῦ κράτους διαμονῆς οἱονδήποτε ἀντικείμενον ἀνῆκον εἰς φορτίον ὑποστάντος βλάβην πλοίου τρίτου κράτους, τὸ ὁποῖον ὅμως εἶναι ἰδιοκτησία φυσικοῦ ἢ νομικοῦ προσώπου τοῦ κράτους ἀποστολῆς—ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι οὔτε ὁ πλοίαρχος τοῦ πλοίου, οὔτε ὁ ἰδιοκτήτης τοῦ ἀντικειμένου ἢ ὁ πράκτωρ αὐτοῦ, οὔτε οἱ ἐνδιαφερόμενοι ἀσφαλισταὶ εἶναι εἰς θέσιν νὰ μεριμνήσουν διὰ τὴν διαφύλαξιν ἑνὸς τοιούτου ἀντικειμένου ἢ νὰ διαθέσουν τοῦτο—ὁ προξενικὸς λειτουργὸς θεωρεῖται ἐξουσιοδοτημένος νὰ λάβῃ ἐν ὀνόματι τοῦ ἰδιοκτήτου τὰ μέτρα τὰ ὁποῖα αὐτὸς οὗτος ὁ τελευταῖος θὰ ἐλάμβανε πρὸς τὸν σκοπὸν αὐτόν.

Ἄρθρον 44.

Αἱ διατάξεις τῶν ἄρθρων 40-43 ἐφαρμόζονται ἐπίσης προκειμένου περὶ ἀεροσκαφῶν τοῦ κράτους ἀποστολῆς εἰς οἵαν ἔκτασιν αὗται εἶναι ἐφαρμόσιμοι.

ΚΕΦΑΛΑΙΟΝ V.

Τελικαὶ διατάξεις.

Ἄρθρον 45.

1. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ κυρωθῆ καὶ θὰ τεθῆ ἐν ἰσχύι τὴν τριακοστὴν ἡμέραν ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἀνταλλαγῆς τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως. Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως θὰ ἀνταλλαγοῦν τὸ ταχύτερον δυνατὸν εἰς Βουδαπέστην.

2. Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ ἐξακολουθῆ ἰσχύουσα διὰ μίαν πρόσθετον περίοδον 6 μηνῶν ἀπὸ τῆς ἡμέρας κατὰ τὴν ὁποίαν ἕν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν θὰ γνωστοποιήση ἐγγράφως εἰς τὸ ἕτερον Συμβαλλόμενον Μέρος τὴν πρόθεσίν του νὰ καταγγείλη τὴν Σύμβασιν.

Εἰς πίστωσιν τῶν ὁποίων οἱ πληρεξούσιοι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ὑπέγραψαν τὴν παροῦσαν Σύμβασιν καὶ ἐπέθεσαν τὰς σφραγίδας των.

Ἐγένετο εἰς Ἀθήνας τὴν 18ην Μαρτίου 1977 εἰς διπλοῦν, εἰς τὴν ἑλληνικήν, οὑγγρικὴν καὶ γαλλικὴν γλῶσσαν, τῶν τριῶν κειμένων ἐχόντων τὸ αὐτὸ κῦρος. Εἰς περίπτωσιν διαφορᾶς τὸ γαλλικὸν κείμενον ὑπερισχύει.

Διὰ τὸν Πρόεδρον τῆς Ἑλληνικῆς Δημοκρατίας	Διὰ τὸ Συμβούλιον Προεδρίας τῆς Οὑγγρικῆς Λαϊκῆς Δημοκρατίας
(Ὑπογραφή)	(Ὑπογραφή)

Ἄρθρον δεύτερον.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ παρόντος ἄρχεται ἀπὸ τῆς δημοσιεύσεώς του διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως.

Ὁ παρὼν νόμος ψηφισθεὶς ὑπὸ τῆς Βουλῆς καὶ παρ' Ἡμῶν σήμερον κυρωθείς, δημοσιευθήτω διὰ τῆς Ἐφημερίδος τῆς Κυβερνήσεως καὶ ἐκτελεσθήτω ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 21 Φεβρουαρίου 1979

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Δ. ΤΣΑΤΣΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ	ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΡΑΛΛΗΣ	**ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΑΘΑΝΑΣΙΟΣ ΚΑΝΕΛΛΟΠΟΥΛΟΣ

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 26 Φεβρουαρίου 1979

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΣΤΑΜΑΤΗΣ

Η ΓΕΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ

ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτήσια συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν φύλλων της πού πουλιοῦνται τμηματικὰ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1979 ὡς ἀκολούθως:

Α' ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	600
2. » » » Β'	»	700
3. » » » Γ'	»	500
4. » » » Δ'	»	1.000
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ.	»	500
6. » » » Παράρτημα	»	300
7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λπ.	»	3.000
8. » » Δελτίο Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	200
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι.	»	6.000

Οἱ Δῆμοι καὶ οἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	30
2. » » » Β'	»	35
3. » » » Γ'	»	25
4. » » » Δ'	»	50
5. » » » Νομικῶν Προσώπων Δημοσίου Δικαίου κ.λπ.	»	25
6. » » » Παράρτημα	»	15
7. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λπ.	»	150
8. » » Δελτίο Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	10
9. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη	»	300

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., εἶναι 3 δρχ., ἀπὸ 9 ὡς 40 σελ. 8 δρχ., ἀπὸ 41 ὡς 80 σελ. 15 δρχ., ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατὰ 15 δρχ. ἀνὰ 80 σελίδες.

Γ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

I. Στὸ τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α' Δημοσιεύματα Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν:

1. Τῶν δικαστικῶν πράξεων	Δραχ.	400
2. Τῶν καταστατικῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	10.000
3. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	2.000
4. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρο 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων, πού προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/70 «περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, πού ἀναφέρονται σὲ προσωρινὲς διατάξεις	»	1.000
5. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν	»	4.000
6. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	1.000
7. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν»	»	600
8. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν», τῶν ἐκθέσεων περιουσιακῶν στοιχείων Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν γενικά, καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τὶς ὁποῖες ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	4.000
9. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων «περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρον 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70»	»	2.000
10. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ συγχωνεύσεως Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν»	»	10.000
11. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου «περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ Χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/67»	Δραχ.	1.000
12. Τῶν ἀποφάσεων τῆς Ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς «περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ Χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/1967»	»	1.000

Β'. Δημοσιεύματα Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

1. Τῶν καταστατικῶν	»	1.000
2. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	400
3. Τῶν ἀνακοινώσεων καὶ προσκλήσεων	»	200
4. Τῶν ἰσολογισμῶν	»	1.000
5. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	1.000

Γ'. Δημοσιεύματα Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων:

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων»	»	1.000
2. Τῶν Ἰσολογισμῶν τῶν ἀνωτέρω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	1.000
II. Στὸ Τέταρτο τεῦχος τῶν δικαστικῶν πράξεων, προσκλήσεων καὶ λοιπῶν δημοσιεύσεων	»	400

Τὸ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν τελῶν δημοσιεύσεων στὸ Τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης, πού πρέπει νὰ καταβάλλεται ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ), ὁρίσθηκε γενικὰ σὲ 5 ο/ο.

Δ'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, τὸ ὁποῖο φροντίζει ὁ ἐνδιαφερόμενος νὰ τὸ στείλει στὴ Γενικὴ Δ/νση τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

2. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐξωτερικοῦ εἶναι δυνατὸ νὰ στέλνονται καὶ σὲ ἀνάλογο συνάλλαγμα μὲ ἐπιταγὴ ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντῆ τῶν Διοικητικῶν καὶ Οἰκονομικῶν Ὑποθέσεων τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων καταβάλλεται ὡς ἑξῆς:

α) στὴν Ἀθήνα: στὸ Ταμεῖο τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου),

β) στὶς ὑπόλοιπες πόλεις τοῦ Κράτους: στὰ Δημόσια Ταμεῖα καὶ ἀποδίδεται στὸ ΤΑΠΕΤ σύμφωνα μὲ τὶς 192378/3639/1947(ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκύκλιες διαταγὲς τοῦ Γ.Λ.Κ.,

γ) στὶς περιπτώσεις συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ: ὅταν ἡ ἀποστολή τους γίνεται μὲ ἐπιταγὲς μαζί μ' αὐτὲς στέλνεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

Ὁ Γενικὸς Διευθυντὴς
ΑΘΑΝ. ΠΑΝ. ΣΠΗΛΙΟΠΟΥΛΟΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ